



HOROYA



N° 2251 — Du 5 au 11 décembre 1976 Prix — 25 sylis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE



GBESSE TOLNO :
Maire de Toly Soka,
PRL Pilote de la République
(Gueckédou : Fédération
Pilote du P.D.G.)



L'AGRESSION DU 22 NOVEMBRE 1970

**Facteur de radicalisation
de la Révolution**



11^e FESTIVAL CULTUREL NATIONAL

**Un langage unique,
celui de la Révolution**



ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BR : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahmèd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya

D. ADJOINT : Jerome Dramu

S.G. DE REDACTION : Ibrahima Sise

D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A -HOROYA-
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - SP Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant banquier du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à
"HOROYA" ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE

B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :
VILLE : PAYS :
REGLEMENT :
CHEQUE CI-JOINT :
VIREMENT BANCAIRE

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte
bancaire No 32-34-51-395*

Crédit National S. P. Conakry

*Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que des reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques*

bancaires visés et positionnés.

Prêt pour la Révolution

SOMMAIRE

- ☆ Messages au chef de l'Etat, à l'occasion de la fête Aid El Kébir 4
- ☆ Mise au point du Responsable Suprême de la Révolution :
De la fiscalité de la comptabilité des entreprises d'Etat et du fonctionnement des Sociétés sectorielles 6
- ☆ Symposium du XIe Festival culturel 22
- Une importante participation des arts plastiques 24
- Lagos : tout est prêt pour le festival 28
- ☆ Communiqué du Bureau de Presse à la Présidence 29
- ☆ Koundara : l'offensive dans la défensive 31
- ☆ Déclarations des cadres peulhs (Suite) 34
- ☆ Un hippopotame à Kassa 40
- ☆ Hafia-Mouloudia :
— Un match désagréable .. 41
— Où est le fair-play ? 46
- ☆ Bénin : la Révolution en marche 49

MESSAGES AU CHEF DE L'ETAT à l'occasion de la fête Aid El Kebir

DE DJEDDAH

A l'occasion de la Fête Sainte de l'Aid Al-Adha, j'ai le grand plaisir de présenter à Votre Excellence, au nom du Peuple et du gouvernement de l'Arabie Saoudite et en mon nom propre, nos meilleurs vœux de bonne santé et de bonheur pour Votre personne et pour le Peuple frère de Guinée nos souhaits de progrès et prospérité.

Puisse le Tout-Puissant faire voir encore ce jour aux Nations islamiques avec succès et bénédictions.

Khaled Ben Abdul Aziz
Roi de l'Arabie Saoudite

DE DAMAS

A l'occasion de la Fête Al-Adha, je suis heureux exprimer à Votre Excellence, au nom du Peuple arabe syrien et en mon propre nom, les plus sincères félicitations et les plus fervents vœux de bonheur et de bonne santé pour Votre Excellence de progrès et de prospérité pour le Peuple frère de Guinée.

Hafezsal Assad
Président de la République de Syrie

DE BAGHDAD

A l'occasion de l'Aid-Al adha, j'ai le plaisir de vous adresser, au nom du Peuple et du gouvernement irakiens, et en mon nom propre, mes sincères félicitations et salutations cordiales et

vous souhaite bonne santé et bonheur continu, ainsi qu'au Peuple ami de Guinée une plus grande prospérité et de nouveaux progrès.

Ahmed Hassan Al Bakr
Président de la République Irakienne

D'ABU DHABI

Le Peuple et le gouvernement des Emirats Arabes Unis se joignent à moi, en cette occasion de la fête sainte de l'Aid Al Adha, pour adresser à Votre Excellence nos très sincères félicitations, tout en vous souhaitant bonne santé et succès continu dans la réalisation des aspirations du Peuple frère de votre pays.

Zayed Bin Sultan Al Nahayyan
Président des Emirats Arabes Unis

DE KOWEIT

A l'heureuse occasion de l'Eid Al Adha Almubarak, le Peuple du Koweit se joint à moi pour adresser nos chaleureuses félicitations et nos salutations cordiales à Votre Excellence et au Peuple frère de Guinée.

Je saisis cette occasion pour exprimer à Votre Excellence mes souhaits de bonne santé et de bonheur personnels, de bien-être et de prospérité pour le Peuple frère de Guinée.

Jaber Al Ahmed Al Sabah
Vice-Emir et Héritier Présomptif du Koweit

DE TRIPOLI

A l'occasion du Eid EL-Adha je voudrai présenter à Votre Excellence nos félicitations chaleureuses avec nos meilleurs vœux demandant Allah le Tout-Puissant de vous donner la bonne santé et tout le bonheur souhaité au Peuple frère de Guinée tout progrès et le bien être.

Colonel Muammar Gaddafi
Président du Commandement de la Révolution de la République Arabe Libyenne.

DE CONAKRY

A l'occasion de la célébration de l'Aid El Adha, il m'est particulièrement agréable d'adresser à Votre Excellence, au Peuple, au Parti et au gouvernement guinéens au nom du Peuple palestinien, du Comité Exécutif de L'O.L.P. et en mon nom propre nos

vives et chaleureuses félicitations et nos vœux sincères de santé de bonheur personnel et de prospérité pour le Peuple frère de Guinée. Puisse Dieu en cette journée sainte de sacrifice vous aider dans la gigantesque bataille que vous menez inlassablement au service de l'Afrique et de sa Révolution

Très haute fraternelle et militante considération.

Abou Faheb
Représentant de L'O.L.P. à Conakry
DE CAP VERT

Occasion fête Aid El Kebir honneur adresser Votre Excellence chaleureuses félicitations profitant vous formuler vœux sincères pour bien être personnel Votre Excellence et du Peuple frère Guinée.

Très haute fraternelle considération.
Aristides Pereira
Président République Cap-Vert

L'ANGOLA, 146^e MEMBRE DE L'ONU

C'est avec une très grande satisfaction que le monde progressiste a enfin salué l'admission de la République Populaire d'Angola dans la grande famille des Nations-Unies.

En effet, c'est par un vote de 116 voix, avec la seule abstention des Etats-Unis que ce jeune Etat a été admis en tant que 146^e membre. Déjà, cette éclatante victoire politique est considérée à juste titre comme la preuve de son autorité internationale

croissante. Mr. Kurt Waldheim secrétaire général de l'ONU a déclaré à ce propos que l'admission de l'Angola à l'ONU « marque un jalon important dans la voie de l'achèvement du processus de décolonisation, de la suppression des dernières séquelles du colonialisme et de l'universalité de l'ONU ».

Toujours à propos de cette admission, la « Pravda » note que « la victoire de l'Angola galvanisera les forces du progrès sur le continent africain, impulsera la lutte des

Peuples contre les bastions du racisme et de la réaction, les fantoches de l'impérialisme mondial en Afrique australe ».

Naturellement, la victoire politique de cet Etat frère au sein de l'ONU est considérée par notre pays comme la nôtre. Mais celle-ci est également considérée comme un coup dur asséné à tous ceux qui s'emploient jusqu'à présent à compromettre la mise en place de l'Angola en tant qu'Etat souverain et indépendant.



De la fiscalité, de la comptabilité des entreprises d'Etat et du fonctionnement des sociétés sectorielles

MISE AU POINT
DU PRESIDENT
AHMED
SEKOU TOURE

Dans la situation actuelle, la vérité est que le Ministère du Plan est incapable d'assurer convenablement sa mission de planification du développement économique et social de la Nation. Vous le savez vous-mêmes. Nous nous proposons de procéder à une critique fondamentale au cours de la visite promise à ce Département. Nous ne le ferons plus, ou plus exactement nous le ferons sous un autre angle puisque les choses se sont précipitées. **Mais c'était à vrai dire une attitude de sabotage ou de démission. Il n'y avait pas de politique de planification.** Cependant, nous y avons des cadres très bien formés que nous avons appréciés en d'autres circonstances ; nous nous rendons compte qu'ils

savent que nous apprécions leur connaissance, mais ils n'appliquaient pas ce qu'ils savaient. C'est pourquoi nous disons que c'était proprement une attitude de démission. Pour nous, cette démission était de portée très grave. Nous préférons quelqu'un qui viendrait avec un pistolet attacher à notre vie à celui-là qui fait semblant d'être attaché à nous, mais qui assassine le Peuple. Même si l'on en veut à quelqu'un, ce n'est pas une raison pour en vouloir à son Peuple. On ne devrait pas pénaliser sa Nation, car les biens qui sont là, n'appartiennent à aucun de nous, ils sont la propriété du Peuple. Nous mourrons un jour et nous les laisserons. Nous devons sauvegarder les biens du Peuple à l'égard desquels chacun devrait avoir la même attitude.

Que le Directeur du Plan veuille nous dire quels étaient les montants des Plans triennal, septennal et quinquennal ?

Réponse :

- Plan triennal : 4 milliards de sylis
- Plan septennal : 9 milliards de sylis
- Plan quinquennal actuel : 60 milliards de sylis.

Vous êtes comptables, la comptabilité, c'est la mesure ; réfléchissez et comparez ces trois montants concernant les 3 Plans nationaux.

Avant le X^e Congrès du P.D.G., chaque fois que nous demandions le projet de rapport du Ministère du Plan, on nous disait que la Commission était en train de le mettre au point et qu'on n'avait pas terminé le travail. On nous a laissé dans l'attente jusqu'à la date du Congrès et on a fini par introduire le rapport dans les débats du Congrès. Et quel rapport ? Beaucoup de camarades n'y ont pas fait attention alors. Relisez maintenant le rapport du Plan et aussi le texte de notre intervention traitant, l'un et l'autre, le même sujet, et vous constaterez deux économies différentes. Nous n'avions pas voulu rendre clair le rejet que nous opposions au rapport du Plan. Nous nous adressions à l'intelligence des congressistes. Figurez-vous seulement ! 60 milliards de sylis en 5 ans, pour l'actuel Plan quinquennal contre 9 milliards de sylis en 7 ans, pour le précédent Plan, soit douze milliards de sylis par an, contre un milliard trois cents millions de sylis. Le taux de croissance passe donc de l'indice 100 à l'indice 700 soit 600 % de majoration. Un tel saut est-il réellement possible ou justi-

Conseil Sup
fiable ? A qui le caractère fantaisiste du nouveau Budget peut-il échapper ? En tout cas, pas à nous ! Veuillez le savoir. Nous avons compris et nous avons décidé de ne plus accuser, mais de prendre des sanctions sévères, devant tout le personnel du Ministère du Plan que nous comptons réunir en séance d'autocritique et de critique en lui tenant le langage propre à un planificateur : l'analyse des chiffres.

Mais nous disons aujourd'hui que ce projet est dépassé par les événements, le Ministre étant convaincu déjà de trahison nationale. Nous devons redresser maintenant le département, pour mieux sauvegarder les intérêts du pays. Ce pays n'est pas à nous seuls. Nous pouvions ne pas être né en Guinée comme nous pouvons mourir aujourd'hui. Ce pays n'est pas à ce Gouvernement non plus. C'est pourquoi, chacun, avec l'intelligence que Dieu lui a donné, la culture et la formation que le Peuple lui a données, doit être honnête vis-à-vis du devenir commun de la Nation.

Nous rejetons tout le temps des marchés imputés au Budget du Plan, mais cela ne donnait pas à réfléchir aux saboteurs du régime puisqu'ils ne corrigeaient nullement leur manière fantaisiste d'agir. Il aurait donc suffi que nous nous mettions à faire comme chacun, à fermer les yeux en disant : « qu'importe ce que sera l'avenir du pays », et à signer tous les marchés conclus pour que la caisse du Plan fut vidée au dernier cauri.

De la fin
d'Etat et
Aux cadres des Services du Plan et des Finances, nous avons précisé que : « même si le Président ordonnait de faire une dépense contraire à l'intérêt de la Nation, celui qui le ferait serait un traître à la Nation ». Combien de fois les cadres des Services financiers ont été expressément invités à observer une constante fermeté dans le contrôle des actes de gestion ?

MUSE AU
DU PRES
L'on ne doit donc pas nous dire : « c'est le Ministre qui décidait et nous étions simplement obligés d'appliquer ». »

La hiérarchie révolutionnaire, ce n'est pas une soumission d'homme à homme, elle obéit à une juste répartition des tâches dans le cadre de la structure fonctionnelle de l'Etat qui, lui, doit nécessairement exécuter les tâches d'intérêt général.

On ne doit donc pas fermer les yeux sur les irrégularités et appliquer docilement ou inconsciemment n'importe quelle instruction que l'on reçoit d'un chef hiérarchique.

Nous avons soulevé, au cours de la 5^e Conférence économique nationale, à l'attention des comptables et des économistes du Ministère du Plan, des problèmes de fond. Nous disions : « on se permet, même au niveau des entreprises, de percevoir directement des recettes et de les comptabiliser au Plan, sans qu'elles fassent l'objet d'un ordre de recettes émis par le Ministère des Finances. Que voilà des recettes inconnues du trésor public, inconnues du Ministère des Finances. Qui peut contrôler une telle comptabilité ? Nous demandons aux camarades travailleurs du Département du Plan de se mettre sincèrement au service du pays, non pas au service d'un homme, ni d'un groupe d'hommes, mais de servir le pays. Vous le savez vous-mêmes, en votre âme et conscience, vous savez que certains secteurs ont fait tellement de gaspillages que si le Peuple ne faisait pas une confiance totale en son avenir, il serait déjà saisi de découragement ! »

Et parfois, on dépense les yeux fermés : un tel a-t-il besoin de fonds pour le fonctionnement de son Service ? on en impute la dépense au budget du Plan ! Le Ministère du Plan devrait être rigide, intransigeant au besoin pour que les fonds du Plan ne servent qu'à la réalisation des seuls objectifs arrêtés par le Peuple. Au lieu de cela, certains cadres du Plan donnaient avec une réelle désinvolture leur signature, leur caution à la gabegie organisée en vue du sabotage de l'action de l'Etat.

De nombreux problèmes qui se posaient n'ont pas été résolus correctement. Nous demandons des explications de la part de la Direction du Plan.

En conséquence, nous invitons les cadres de ce Département à assumer leurs fonctions dans l'intérêt de notre Peuple, pour le progrès du Parti-Etat guinéen.

Le Parti-Etat se doit désormais de ne confier cet important Département qu'à des camarades réellement engagés, résolument fidèles à la Révolution populaire et compétents dans la gestion des biens publics.

La planification est choisie par le P.D.G. comme la dynamique du développement harmonieux et équilibré de la Nation.

Le Ministre du Plan d'un Etat révolutionnaire comme la République de Guinée doit obligatoirement être un révolutionnaire accompli, un cadre rigoureusement fidèle au Peuple et se considérant un instrument conscient et efficace du Parti-Etat.

DE LA FISCALITE

Il y a lieu de rappeler une précédente intervention, portant sur les nouvelles bases de l'économie nationale et leurs implications dans les domaines de la gestion budgétaire et de la fiscalité. En raison de l'importance des problèmes abordés, nous allons vous donner, de façon lapidaire, l'économie du projet des réformes en vue.

Chaque année, nous réclamons à une catégorie sociale représentant une moyenne de 50 % des populations du pays, l'impôt du minimum fiscal. Nous savons que cet impôt se perçoit dans des conditions parfois difficiles pour certaines familles. Il y a, en effet, des percepteurs d'impôt qui se servent de n'importe quel prétexte pour décourager le Peuple; il y en a, il y en aura toujours, et nous devons en prendre conscience. Au taux de 300 sylis, par imposable, les deux millions de contribuables payent annuellement 600 millions de sylis qui constituent des recettes au profit des budgets locaux.

Aujourd'hui, le chiffre d'affaires d'IMPORTEX est de quelque 5 milliards de sylis. En faisant une ponction de 12 % sur ce montant, nous aurons les 600 millions, soit l'équivalent du montant du minimum fiscal.

Ce nouveau système fiscal reposera sur un prélèvement sur la vente des marchandises. En effet, chaque fois que quelqu'un achètera un paquet de cigarettes, ou quoi que ce soit, son impôt sera déjà incorporé dans le prix de vente de l'article qu'il aura acheté. Or, l'on sait que généralement l'on est plus enclin à acheter des marchandises dont on a besoin qu'à payer son impôt. Si nous adoptons une telle procédure, nous en aurons fini avec l'imposition directe et aurons introduit des impôts indirects.

Ainsi, au prorata de la capacité de consommation de l'homme, qui correspond à son pouvoir d'achat, sa contribution fiscale est déterminée.

Ainsi, nous n'aurons que IMPORTEX et les 4 Sociétés sectorielles comme base de l'assiette. Et comme chaque

mois, les marchandises viennent et s'écoulent, chaque mois, ces fonds sont versés au trésor et l'on ne parlera plus de retard dans la perception du minimum fiscal. Et le Peuple sera heureux parce que débarrassé d'impôts directs.

Tous ces systèmes que la Guinée peut mettre aujourd'hui en valeur, ne peuvent pas être appliqués dans les autres pays africains tant que ceux-ci n'auront pas la maîtrise complète de leur politique économique et budgétaire. D'autres régimes ne peuvent créer une société comme IMPORTEX. Mis à part IMPORTEX, rappelons un autre acquis : chaque trimestre, la banque retire de la circulation fiduciaire un montant donné pour mettre les billets de valeur correspondante dans le caveau des billets non émis.

Dans un autre pays, on ne pourrait pas le faire, alors qu'en Guinée, ceci est monnaie courante, grâce à l'exercice effectif, par le Peuple, de sa souveraineté et à la maîtrise totale, par lui, des leviers de commande de son économie nationale.

Dans deux ou trois ans, les trafiquants réactionnaires qui dévaluent la monnaie guinéenne chercheront le syli sans pouvoir s'en procurer, à défaut d'activités productives normales.

Dans quelques mois, ils s'en rendront compte, car l'inflation sera jugulée dans le pays.

Selon notre plan de développement, chaque village doit conduire ses enfants jusqu'au baccalauréat. Imaginez ce que cela suppose dans 5, 10 ans, comme effectif de militants formés ! Pour que chaque PRL dispose de 12 classes, il lui faut un minimum de 12 enseignants, et pour 2 441 PRL, il nous faudra 29 292 enseignants pour le seul secteur de l'Enseignement pré-universitaire. Que chaque village ait une sage-femme, un infirmier, un ou deux Contrôleurs d'agriculture, des eaux et forêts, d'élevage ; des commis, des comptables etc..., cela nous fait des dizaines de milliers de fonctionnaires à former. Par ailleurs, c'est une garantie que si nous arrivons à nous organiser, il n'y aura pas de chômage de cadres ou de travailleurs non spécialisés en Guinée. En ce qui concerne le travail manuel, les grands chantiers à ouvrir demanderont des effectifs importants d'employés et d'ouvriers. Telles sont les perspectives actuel-

les qui interdisent une limitation dans la formation des jeunes dans tous les profils techniques.

Ceci étant, nous devons simplifier la gestion financière et budgétaire de manière à dégager le maximum de cadres à mettre à la disposition des villages qui en ont besoin. Au lieu d'avoir, au service des Contributions diverses, comme aujourd'hui, des centaines d'agents de toutes hiérarchies, une trentaine suffira, **puisque les rôles ne seront émis que pour les secteurs retenus** : chaque mois, la comptabilité du secteur est arrêtée, et à partir de sa balance mensuelle, on connaîtra ce que ce secteur doit et le rôle des Contributions diverses consistera alors à calculer l'impôt dû par lui au Trésor public. L'excédent de personnel libéré pourrait être judicieusement reconverti à des tâches utiles pour la promotion économique et sociale du pays.

Voilà les grandes décisions auxquelles, nous devons recourir. Lors de la 5^{ème} Conférence économique, nombre de propositions avaient été faites aux cadres financiers, aux économistes et concernant les points ci-après :

- Le Budget
- la procédure (rôle du Trésor et du Ministère des Finances)
- les bases de la fiscalité et les principes de fiscalité
- les amortissements à réclamer aux Entreprises et Sociétés d'Etat.

Nous gardons la profonde conviction, que si nous arrivons à simplifier la tâche dans les bureaux et enrayer tout bureaucratisme, nous allègerons considérablement l'administration guinéenne et aurons rapidement une idée plus exacte des réalités dans leur mouvement. Chaque fois qu'on télégraphie dans les régions pour demander quel est le pourcentage du recouvrement des impôts et taxes, personne ne peut nous donner une situation exacte. On justifie la carence administrative en disant qu'on ne peut pas aller réclamer l'impôt individuellement, à chaque citoyen. Il est donc impérieux que nous puissions garantir les recettes budgétaires et assurer constamment le fonctionnement des services publics.

DE LA COMPTABILITE DES ENTREPRISES D'ETAT

Supposons qu'une unité industrielle exploite 25 machines constituant ses moyens de base. Les fonds reçus du Plan pour sa création sont, chaque année, remboursés. Le taux de l'amortissement financier est supérieur au taux

d'usure annuelle des machines. L'opération comptable intéressant le budget du Plan qui a financé le capital est l'amortissement financier de ses investissements. L'on sait que la durée de l'amortissement financier est moins longue que la durée technique probable des machines.

Ainsi il est procédé à deux opérations parallèles : d'un côté, l'unité procède chaque année au remboursement d'une partie du capital, sous forme d'amortissement financier ; de l'autre, elle tient compte de la durée technique effective de ses moyens de base pour savoir exactement, à tout moment, la valeur résiduelle des moyens de base. Cette valeur résiduelle est, dans la comptabilité de l'entreprise, une donnée interne. Les termes que vous utilisez à propos de l'opération qui consiste à sortir de la comptabilité un moyen de base hors d'usage, prête à équivoque car, en rapport avec le problème de l'amortissement, on distingue trois formes de sortie d'un moyen de base :

Premier cas d'un moyen de base totalement amorti :
Supposons qu'une machine payée par le Plan ait été amortie, sa valeur comptable totalement remboursée en 5 annuités d'amortissements. Supposons également que, techniquement, cette machine ne soit pas encore hors d'usage, qu'elle conserve une certaine valeur d'usage. Alors, nous pourrions déterminer par réévaluation, cette valeur d'usage et la reprendre en charge dans la comptabilité de l'entreprise ; nous avons ainsi une idée exacte de la valeur du moyen de base que nous continuons à utiliser.

Financièrement, le prix dudit moyen de base est considéré comme remboursé au budget du Plan, mais la Direction de l'Entreprise la réévalue à sa valeur résiduelle et prend le montant de cette réévaluation en comptabilité, afin de tirer de ce moyen de base tout le profit que permet son utilisation technique.

Voilà un premier cas.

Deuxième cas d'un moyen de base accidenté mais non amorti entièrement.

Une catastrophe arrive, un coup de foudre tombe sur une centrale électrique. Une machine, un moteur, un moyen de base est complètement détérioré à la suite de ce coup de foudre. L'amortissement financier n'est pas terminé pour ce moyen de base, or il n'existe même plus.

Dans ce cas, l'amortissement technique est à l'échelon zéro, car le moyen de base n'a plus de valeur technique, ni de possibilité productive du fait de sa détérioration complète.

L'amortissement financier reste cependant dû en partie.

Voilà un autre cas de sortie d'un moyen de base de la comptabilité. C'est une autre opération comptable. Si le moyen de base appartient à l'Etat, un inventaire est fait à la suite de l'accident. Et l'Etat déchargera cette entreprise de l'amortissement financier de la valeur qui restait à amortir. Ce qui lui est arrivé peut en effet, arriver à n'importe quelle autre entreprise : si la centrale avait été assurée, l'entreprise aurait été garantie. Mais si l'entreprise n'a pas autorisé à payer la prime d'assurance, il n'y a donc pas d'autre solution que de décharger sa comptabilité de gestion de la valeur du matériel accidentellement détruit et dont la valeur technique est maintenant devenue nulle. Mais puisque, pour ce même moyen de base, l'entreprise reste devoir par exemple 100 000 Syllis au niveau du Plan, la perte de 100 000 syllis doit être enregistrée et l'entreprise doit être déchargée de la dette des 100 000 syllis. Cela correspond également à la sortie de la comptabilité de cette entreprise de la valeur du moyen de base détérioré par la diminution consécutive du fonds d'Etat porté à son débit.

Un troisième cas peut se produire :

L'amortissement financier court encore, il n'est pas encore terminé. Une machine a une valeur résiduelle de 100 000 syllis alors que du point de vue de l'amortissement financier, elle ne vaut, comptablement, que 25 000 syllis. Voilà une distorsion entre deux données découlant de la différence qui existe entre la durée plus courte de l'amortissement financier et celle plus longue de l'amortissement technique.

Une entreprise qui veut renouveler ses moyens de base sera autorisée à céder d'anciens moyens techniques à une autre entreprise d'Etat, mais à leur valeur comptable, laquelle peut être moindre par rapport à leur valeur marchande. Du point de vue de la comptabilité, pour le cas précité, c'est la valeur financière de 25 000 syllis qui sera le coût de cession de la machine, les deux entreprises appartenant au même propriétaire.

Mais si la machine était cédée à un privé, c'est sa valeur résiduelle de 100 000 syllis relevant du calcul d'a-

mortissement technique qui serait le coût d'achat ; dans ce cas, la différence, soit 75 000 syllis, serait enregistrée comme une plus-value au profit de l'entreprise d'Etat.

DU FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS SECTORIELLES

Nous avons déjà indiqué une méthode simple qui, en deux mois tout au plus, permettra le démarrage des nouvelles Sociétés sectorielles.

Nous avons dit : « supposons que COFICOM ouvre 99 unités commerciales qui deviennent ses succursales. Nous avons le bilan de chacune de ces 99 unités se présentant dans la même contexture comptable. Nous faisons une récapitulation arithmétique des données par chapitre. Les totaux sont considérés comme les réalités globales des 99 unités.

La Société sectorielle « COFICOM » aura un compte particulier qui enregistrera, au débit et au crédit, ses opérations avec ses succursales. Il se peut que le Ministère du Contrôle d'Etat, en vérifiant les bilans de chacune des 99 succursales, découvre quelques erreurs dans leurs opérations comptables, ce qui entraînera des rectifications qui seront considérées dans le bilan d'ouverture de « COFICOM ».

A ce stade, c'est terminé ; le Ministère du Contrôle d'Etat n'agit plus sur les unités de base, mais uniquement sur la comptabilité de « COFICOM » dont la Direction comptable assurera le contrôle régulier des comptes des entreprises de base. C'est pourquoi, depuis la 4^e Conférence économique nationale, nous avons donné des indications sur l'organisation des Coordinations financières, en précisant notamment les différentes sections qui devraient y être créées.

Nous avons considéré la phase A, et maintenant, il s'agit de la phase B de transformation des Coordinations en Sociétés sectorielles. Nous n'avons pas voulu aborder toutes les implications de cette transformation. Nous avons d'abord créé les structures fonctionnelles des Coordinations financières. Si vous vous souvenez, dès la 4^e Conférence, nous avons envisagé l'hypothèse d'une 100^e unité, hypothèse qui aboutit maintenant à la création de Société sectorielle à la place de chaque Coordination Financière.

Actuellement, les Sociétés Sectorielles n'ont aucune recette propre, aucun pourcentage de bénéfice. Nous

pouvons laisser le système tel qu'il est et fixer les pourcentages ci-après, sur les résultats d'Importex :

- COFICOM : 2^o/o de marge bénéficiaire
- SECOFI : 1^o/o de marge bénéficiaire
- OCOFI : 1^o/o de marge bénéficiaire
- SOCOMEX : 1 à 2^o/o de marge bénéficiaire

Soit au total 5 à 6^o/o pour les Sociétés sectorielles. Avec une telle répartition, vous enregistrerez des bénéfices ; mais c'est une solution qui ne modifie pas la structure des prix. C'est un agencement interne.

Tant que la transformation des Coordinations ne deviendra pas une réalité, la phase dont nous avons parlé ne pourra pas être atteinte. Pour édifier un bâtiment, nous pouvons avoir une idée de la qualité de la couverture de la charpente, mais il faut d'abord faire les murs. La durée d'une phase peut être plus courte que celle d'une autre. Mais on n'ira pas de A à C, sans rupture, selon le niveau d'intensité de la Révolution, la somme de volonté et de capacités de production du Peuple. Le temps d'accomplissement d'une phase peut être bref, alors que dans une autre phase, celui-ci aura été plus long parce que lié à des facteurs conjoncturels. Mais il faut toujours aller de A à B.

D'une phase à l'autre, le saut ne doit se faire que lorsque la phase suivante n'aura pas été complètement perçue.

Si en 1974, on avait dit aux commerçants privés que : « l'année prochaine, nous allons supprimer le commerce privé », nous n'aurions jamais réussi à réaliser cet objectif avec efficacité. Sans rien dire, nous avons préparé méthodiquement et minutieusement la phase de suppression du commerce privé et, le moment venu, nous avons proclamé cette décision révolutionnaire. Sachant très bien ce qu'on doit faire à la phase B, on se comporte conséquemment dans la phase A. Quand, sur le plan de la pensée, sur le plan de l'action opératoire, on engage la marche, les données de la phase B viendront simplement comme conclusion logique aux premières démarches effectuées. Donc, pas de rupture, pas de bouleversement. **Pour que la marche soit continue, il faut qu'à chaque étape de l'action, les décisions prises soient appliquées.** Dans l'action, on doit toujours procéder à un examen de la situation dans le but de l'adapter aux exigences de l'heure ; exigence de rentabilité, exigence d'économie des moyens, exigence d'efficacité pratique.

C'est pourquoi, le bilan d'ouverture des Sociétés sectorielles doit être fait. Le bénéfice ou la perte ne peut être apprécié et connu que grâce à la tenue d'une comptabilité.

L'élément fondamental, c'est la tenue de la comptabilité, l'inscription comptable de toutes les données d'échange en débit et en crédit. Ce sont ces données qui aboutiront à un résultat qui est une différence entre les produits et les charges. Nous répétons que ce n'est pas parce qu'une marge bénéficiaire ne leur est pas accordée que les Coordinations financières ne doivent pas se comporter en Sociétés sectorielles.

Examinez la réalité. Nous avons la grande Société « IMPORTEX » qui s'occupe de toutes les importations et de toutes les exportations. Tout ce que cette Société importe se trouve réparti entre les quatre Sociétés sectorielles à travers les Entreprises qui constituent leurs succursales. Pour éviter les nombreuses manutentions inutiles, la valeur de toutes les livraisons de marchandises d'importation faites par IMPORTEX aux Entreprises commerciales est portée au débit de la Société sectorielle COFICOM. Tout ce qui est importé est destiné aux Sociétés Sectorielles, mais on livre directement du Port aux Entreprises spécialisées pour éviter, des manipulations nombreuses et coûteuses. Il revient donc à COFICOM de répercuter le montant de chaque facture d'IMPORTEX au débit de la Succursale qui aura reçu les marchandises concernées : SONATEX, DROGUERIE, EMATEC, TRANSMAT, BATIPORT, QUINCAILLERIE, etc...

Au niveau d'IMPORTEX, les Entreprises qui sont des succursales des Sociétés sectorielles ne disposent pas de personnalité propre. Ce sont seules les Sociétés sectorielles qui sont tout à la fois, les clients et les fournisseurs d'IMPORTEX.

Il y a deux opérations pour l'établissement du bilan d'ouverture de COFICOM, par exemple. COFICOM récapitule tous les fonds d'Etat détenus par ses succursales : moyens de base et fonds de roulement ; cette Société Sectorielle récapitule également toutes les dettes, autres que les fonds d'Etat, contractées par les mêmes succursales, soit auprès de la Banque, soit auprès du Trésor pour non-paiement des impôts etc...

En un mot, on arrête les comptes : passif et actif de toutes ses succursales pour porter les données globales au niveau du bilan d'ouverture de la Société sectorielle.

Ce bilan d'ouverture de COFICOM est établi par rapport aux obligations extérieures, à toutes les obligations extérieures de toutes les Entreprises relevant désormais de sa tutelle.

Ainsi, COFICOM, se substituant à ses succursales pour régler, à leur place, toutes leurs obligations financières, il est normal qu'au retour, tous les avoirs extérieurs de ces mêmes Entreprises lui reviennent. COFICOM doit effectuer le contrôle de la situation réelle de toutes ses succursales dès le départ, pour vérifier la moralité des comptes portés à ses débit et crédit. **Ce contrôle interne vise seulement à l'édifier.**

Nous vous avons dit que dans la phase à venir, les ERC devront être des Entreprises autonomes. A ce moment, le Chiffre d'Affaires des Entreprises commerciales nationales sera celui de COFICOM, car toutes les marchandises reçues d'IMPORTEX se trouveront réparties entre les Entreprises nationales du commerce pour le compte de COFICOM, et ce seront ces Entreprises qui vendront aux ERC.

Les ventes des ERC feront ressortir leurs chiffres d'affaires ; mais l'ERC ne sera plus considérée comme une succursale de COFICOM. L'ERC sera une Entreprise autonome régionale qui n'aura que des rapports financiers avec COFICOM.

Nous nous répétons : l'ancienne Coordination, devenant une Société sectorielle, n'aura, comme succursales, que les seules Entreprises nationales de son ressort.

On fait le bilan d'ouverture de toutes les Entreprises régionales de commerce et la Région qui en devient propriétaire souscrit au remboursement des fonds d'Etat, au profit de COFICOM. Alors, le bilan d'ouverture de COFICOM ne se basera que sur les réalités comptables de ses Entreprises dont le siège est à Conakry. Ce sont des Entreprises demi-grossistes qui ne font pas de détail. Donc elle peut cerner les activités de ses succursales chaque jour, chaque semaine si elle veut, le tout étant regroupé à Conakry. Alors, on dégage les fonds d'Etat se trouvant dans les ERC ; ils constitueront les créances de COFICOM au niveau des ERC. Ainsi, COFI-

COM reste devoir au Plan, tous les fonds d'Etat des Entreprises nationales et des Entreprises régionales de commerce. Elle doit s'attendre au fil de l'année, à des versements de fonds par les Régions, au titre de remboursement des fonds d'Etat des ERC. Les Entreprises nationales reçoivent directement d'IMPORTEX sous le couvert des Sociétés sectorielles, des marchandises destinées aux ERC. Leur marge bénéficiaire leur permettra, ainsi qu'aux Sociétés sectorielles, de supporter les charges fonctionnelles. La comptabilité des charges est tenue au niveau des Sociétés succursales. Ce sont les bénéfices nets réalisés qui seront centralisés au niveau de chaque Société sectorielle comme recettes, après établissement du bilan par chaque succursale.

Et c'est à partir de ces bénéfices que COFICOM se libérera progressivement et de ses impôts et de ses dettes vis-à-vis du Plan.

L'ERC sera considérée ainsi comme un commerçant qui serait à Kindia, par exemple, et qui viendrait auprès de COFICOM, en tant que client pour les achats de marchandises, ou en tant que fournisseur de COFICOM, pour livrer des produits d'exportation. La comptabilité interne de l'Entreprise régionale de commerce ne le concerne plus ; mais elle concerne toujours le Ministère du Commerce Intérieur.

Toute activité commerciale qui s'exerce sur le territoire national, depuis le PRL jusqu'à IMPORTEX, doit être contrôlée par le Ministère du Commerce Intérieur.

Le Pouvoir central est organisé, sur le plan commercial, d'après le schéma suivant : IMPORTEX, COFICOM, Entreprises Nationales.

Le Pouvoir Régional est organisé, sur le plan commercial, suivant le schéma : ERC - Boutique du PRL. A chaque échelon du pouvoir, correspond une entité avec sa comptabilité propre que le Ministère du Commerce Intérieur a le droit et le devoir de contrôler. Ainsi à chaque échelon, on doit tenir une comptabilité propre et dresser, en fin d'exercice, un bilan propre. Cette condition est indispensable.

Il y a des ERC qui font beaucoup d'activités, qui réalisent d'importants bénéfices.

Chaque année, nous retirons à ces ERC les bénéfices réalisés qui allaient dans un fonds commun, d'où nous puisions des sommes destinées à la compensation du montant du déficit accusé par d'autres ERC.

Ainsi, une part des bénéfices réalisés par certaines ERC servait à combler le déficit d'autres ERC.

En agissant ainsi, le dynamisme de l'honnêteté et de la productivité se trouve bloqué. C'est pourquoi, il faut désormais donner à chaque ERC sa personnalité. On sait ce que l'ERC doit au Pouvoir central ; elle doit éteindre cette dette. Les marchandises seront désormais achetées au comptant, et exclusivement au comptant par les E.R.C. Les dotations de marchandises seront toujours accordées aux ERC. Au fur et à mesure qu'elles les vendront, elles acheteront les marchandises au comptant à Conakry.

Les bénéfices de fin d'année seront en partie versés au budget local de la Région pour promouvoir à son développement. Une autre partie des bénéfices sera affectée au développement de l'infrastructure commerciale de la Région. Tout le monde sera ainsi impliqué dans la bonne gestion de l'ERC. Et nous aurons maintenant la garantie du paiement, parce que toutes les expéditions de marchandises exigeront un paiement au comptant. Nous aurons supprimé les dettes et les Sociétés sectorielles ne seront plus entravées dans leur fonctionnement normal : ou la marchandise est là en magasin, et c'est une garantie de solvabilité, ou elle sort, et le chèque est encaissé.

Nous croyons que nous devons engager maintenant une action d'ensemble pour que, avant la fin de l'exercice 1977, nous ayons mis sur pied et expérimenté le nouveau système. Qu'importe les difficultés. Pour nous, ce qui compte, c'est d'abord la moralité qui consiste à nous substituer au commerce privé, à supprimer ainsi les trafiquants et l'individualisme mercantile pour faire avancer la Révolution en améliorant les conditions de vie du Peuple. C'est là une question d'ordre moral.

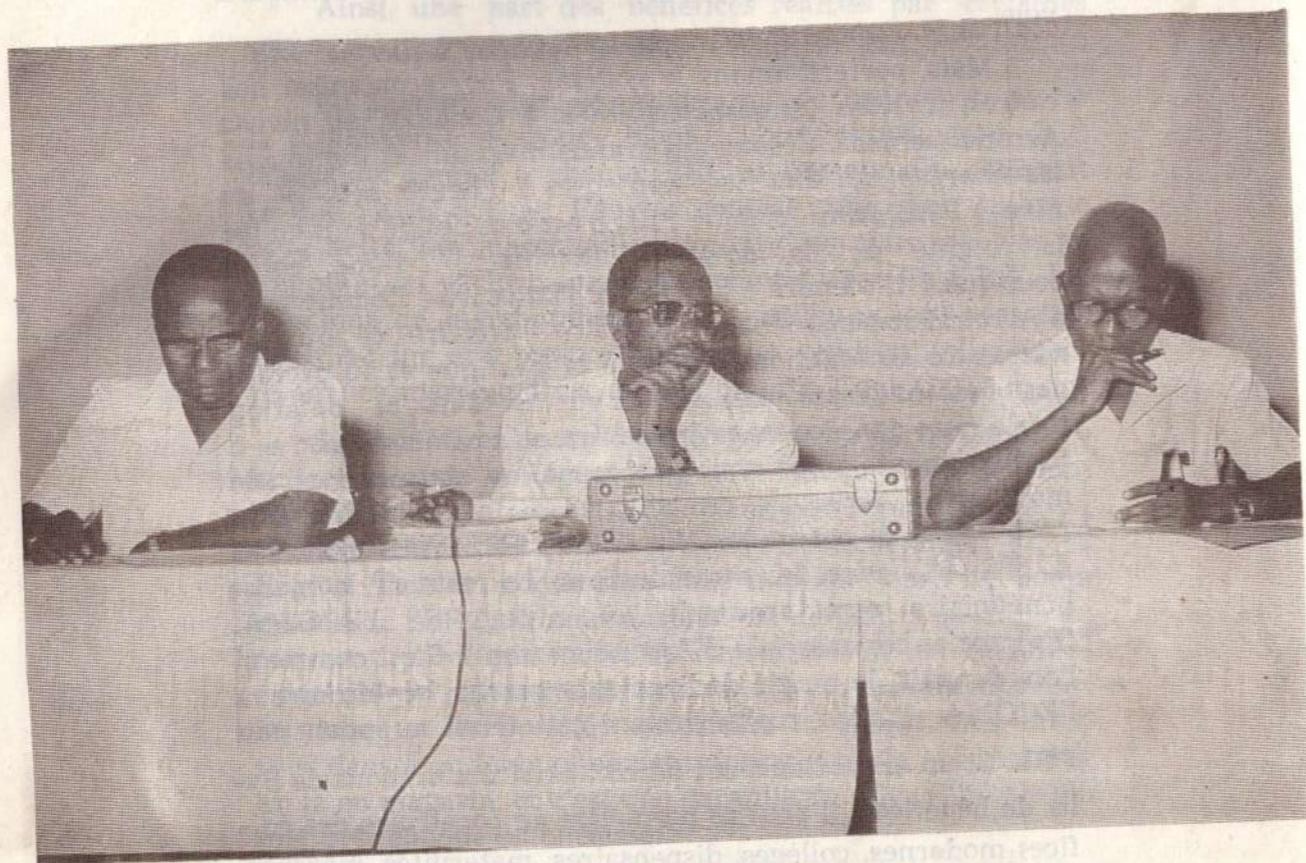
S'agissant des PRL de Conakry, nous avons autorisé les Entreprises nationales à leur donner les marchandises à crédit. On a fait les avances et au bout de 6 mois, nous avons fait les comptes. Nous avons enregistré des bénéfices. Nous avons dit : « il permet de payer la moitié de l'avance ». Les PRL ont donc remboursé une partie du montant avancé à eux. Et 6 mois après, nous avons dit : « le nouveau bénéfice permet de payer la seconde moitié ». Nous avons fait récemment les comptes et nous avons constaté que les bénéfices sont montés à plus de 100 millions de Syllis, bilans cumulés. Donc à ce niveau, nous avons amorcé l'étape

suivante, assurés que nous sommes d'être sur la meilleure voie.

Mais, perfectionnons le système. Pour économiser nos cadres, mettons les responsabilités, à Conakry, au niveau Arrondissement. Créons des grands magasins et diminuons les charges qui sont très coûteuses à l'heure actuelle au niveau PRL. Ainsi, chaque PRL n'est plus obligé de prendre la totalité de sa dotation. Dispose-t-il d'une petite boutique ? Il viendra à l'ECOMA. (Entreprise Commerciale d'Arrondissement) chaque semaine, prendre ce qui est nécessaire au fonctionnement de la boutique et au prorata des besoins manifestés par les clients. Mais sa dotation totale reste dans les magasins centraux, à sa disposition et à tout moment. Nous nous proposons, en conséquence, de modifier la structure des prix. Là où on accordait 8%, 10%, 12% de marge bénéficiaire au PRL, nous mettrons 4, 5%, 6% selon les marchandises. Le reste de la marge bénéficiaire sera accumulé au niveau de l'ECOMA. (Entreprise commerciale d'Arrondissement). C'est comme si l'on donnait la moitié de l'ancienne marge bénéficiaire à l'ECOMA, l'autre moitié restant maintenue au profit du PRL. Si un arrondissement perçoit ainsi dix millions de Syllis de bénéfices, il peut se permettre de construire des édifices modernes, collèges, dispensaires, maternités, marchés, mosquées, permanences du Parti etc..., de réaliser de grandes œuvres, alors que si ce montant de bénéfices restait réparti entre 20 PRL, aucun PRL ne pourrait faire une œuvre viable et durable avec sa quote part de 500 000 Syllis. Or, au niveau de l'Arrondissement, avec des moyens plus importants, l'on pourrait plus aisément bâtir des infrastructures solides, et en rapport avec l'esthétique définie par le plan d'urbanisme adopté pour la ville de Conakry.

En conclusion, nous demandons à la Commission de résolutions de se mettre au travail pour préparer la méthodologie requise par toutes ces nouvelles démarches. La Révolution en enregistrera, à coup sûr, de nouvelles victoires car, il s'agit non de simples réformes, mais de transformations radicales, d'innovations fondamentales dans l'édification de la démocratie économique.

Prêt pour la Révolution !



Une vue du présidium

Symposium du XI^e Festival culturel

Le symposium du XI^e Festival national a été solennellement ouvert le samedi 20 Novembre 1976, dans la matinée, au Palais du Peuple par le camarade Mamadi Keita, membre du Bureau Politique du Comité Central, Ministre du Domaine de l'Education et de la Culture, entouré des camarades Sénainon Béhanzin, membre du Comité Central, Ministre de l'information et de l'Idéologie, Sikhé Camara, Ministre de

l'Enseignement Supérieur et Télé-Enseignement, Galéma Guilavogui, Ministre de l'Enseignement Pré-universitaire et Alphabétisation.

Il y avait de nombreux cadres du Domaine de l'Education et de la Culture, ainsi que des délégués des autres départements et ceux des 34 fédérations du Parti-Etat.

La cérémonie s'est déroulée en présence d'une importante délégation de la République sœur du

Nigeria, conduite par le frère Fingeysi, ministre chargé des Tâches spéciales, Président du Comité international préparatoire du Festival de Lagos, et comprenant plusieurs autres personnalités.

Le camarade Mamadi Keita, après avoir adressé un salut fraternel à la délégation de la République Fédérale du Nigeria, a retracé le passé glorieux de ce beau pays, évoqué la grandeur de la justesse de sa

ligne politique, expliqué le rôle privilégié joué par le Nigeria dans la réhabilitation de l'homme africain.

« Le Nigeria est l'un des berceaux les plus brillants de la civilisation africaine » a-t-il notamment déclaré.

L'orateur a ensuite replacé dans leurs cadres vrais le forum de Lagos et le présent pré-colloque. Après avoir démontré la parfaite identité de vue entre les gouvernements guinéen et nigérian, il a souligné l'importance que revêt le symposium au Festival de Lagos et celle de la contribution toute de qualité que l'Afrique progressiste attend de la Révolution guinéenne.

Prenant la parole à son tour, le ministre Fingeysi a remercié le Peuple et le Parti-Etat de Guinée et exprimé toute la considération que son gouvernement porte à la participation guinéenne.

Le 23 Novembre 1976, le pré-colloque est entré dans sa deuxième séance toujours sous la présidence du Ministre du Domaine de l'Education et de la Culture. A l'ouverture, l'assistance a eu à écouter le rapport sur le thème central qui est confié à notre pays : « civilisation africaine et philosophie ». Le rapporteur développa successivement l'ancienneté et l'originalité de la philosophie africaine.

— Les moyens d'expression de cette philosophie qui sont la mythologie, le toté-

misme, les contes et proverbes.

— Le caractère utilitaire et pratique de nos principes philosophiques.

— La philosophie africaine contemporaine et ses exigences. En particulier, le rapport a montré comment cette philosophie doit être une arme de combat pour la réhabilitation de l'Afrique et pour son développement.

La deuxième partie de la séance consacrée aux débats a enregistré la participation positive de nombreux assistants qui ont pris la parole pour davantage enrichir le rapport.

Les 24, 25 et 26 Novembre 1976, les travaux du symposium se sont poursuivis sur le thème intitulé : « Civilisation africaine et pédagogie ».

Les Peuples ont toujours compris que civilisation et pédagogie sont deux éléments indissociables et ont par conséquent élaboré avant longtemps, une pédagogie, c'est-à-dire une technique de transmission de l'héritage culturel d'une génération à l'autre, qui assure la continuité grâce à laquelle les civilisations se perpétuent.

Cette pédagogie emprunte des formes diverses, selon les sociétés, ce qui atteste une fois de plus la richesse de la civilisation africaine dans son unité. L'une de ces formes d'éducation est l'initiation. Mais toutes les formes d'éducation concourent à un même

but : former l'homme conscient et utile dont nos sociétés ont besoin.

L'époque contemporaine en Afrique exige une prise de conscience claire des problèmes brûlants de l'heure et un choix dynamique sans équivoque. Pour mieux armer notre jeunesse en vue de la réhabilitation de notre patrimoine et le développement de nos pays, nous devons puiser dans cette pédagogie traditionnelle toutes ses valeurs positives.

La République de Guinée quant à elle, à très tôt compris cette exigence. C'est pourquoi, au lendemain de l'indépendance nationale, elle a procédé à une refonte totale de toutes les structures politiques, sociales et économiques, refonte dont le point culminant fut la Révolution Culturelle Socialiste. C'est pour cela que l'unanimité s'est faite autour de l'idée que le fondement de l'éducation en République de Guinée repose avant tout sur le C.E.R., élément dynamique et partie intégrante du P.R.L.

Au moment où nous mentionnons sous presse, les travaux du pré-colloque se poursuivaient cette fois-ci dans la salle des Fêtes, « Hadja Maforé Bangoura » de l'IPGAN, sur d'autres thèmes non moins importants et cela dans une atmosphère de débats lucides et de pertinentes interventions.

Djigui Camara et Roger Goto-Zomou

XIe Festival culturel national

Une importante participation des arts plastiques



Le Camarade Mamouna Touré Directeur général de l'OBK reçoit le chef de l'Etat guinéen devant les maquettes de l'Entreprise.

Une œuvre d'art peut s'exprimer sous différentes formes : peinture, dessin, sculpture, tapisserie...

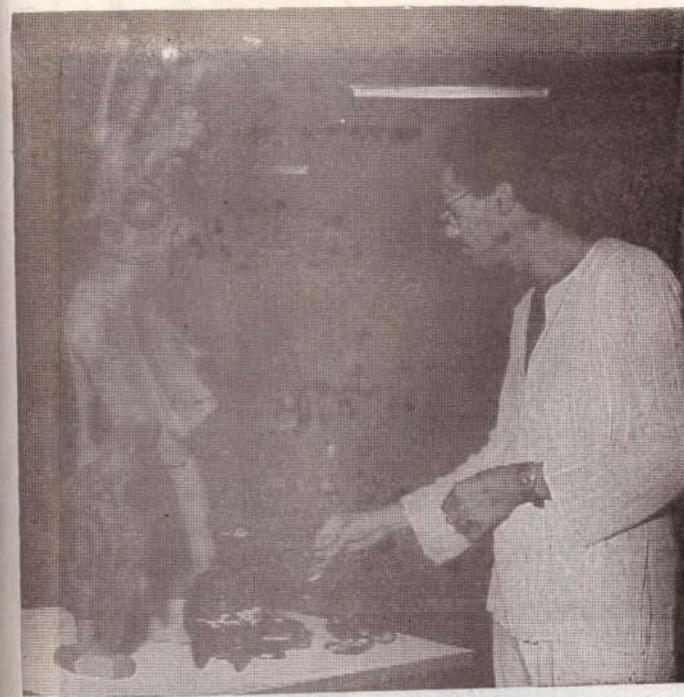
Cette communication se fonde sur la vision globale

du monde et des sentiments que celle-ci procure.

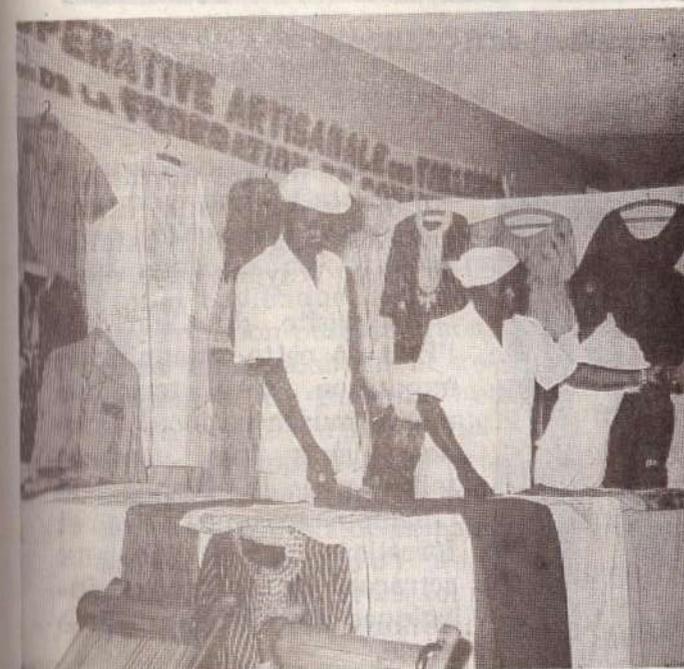
En Guinée, les centres d'intérêt et les thèmes de nos créations artistiques ont toujours orienté nos artis-

tes à présenter un art véridique reflétant les préoccupations de notre Peuple.

Cette réalité, nous l'avons touchée du bout des doigts le samedi 20 novembre



Le stand de sculpture des Arts plastiques



Le stand d'exposition de la coopérative des travailleurs de Conakry I

1976, en fin d'après-midi au Palais du Peuple lors de l'ouverture de l'importante exposition organisée dans le cadre du XIe Festival Culturel National.

cette exposition inaugurée par le Chef de l'Etat lui-même a suscité l'admiration de nombreux visiteurs.

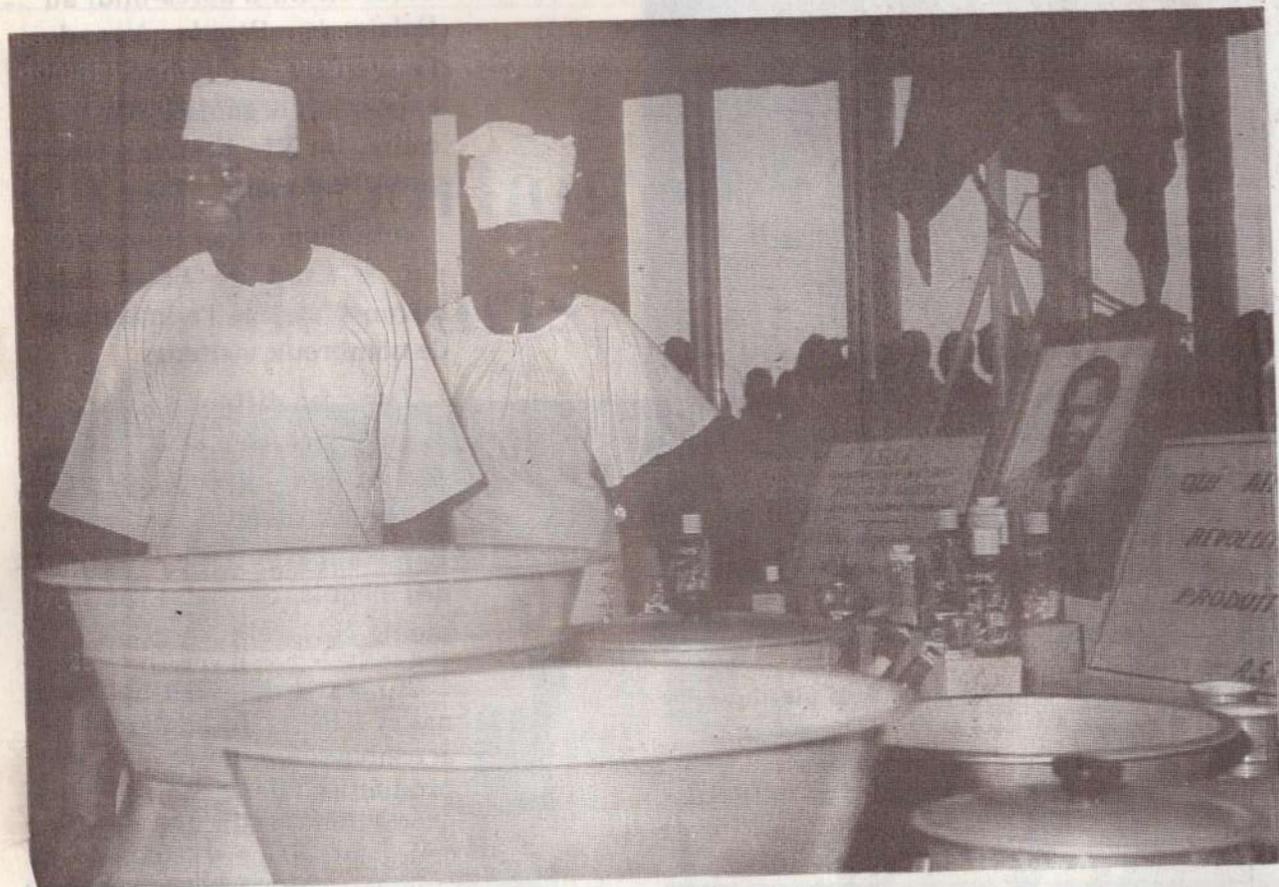
Dans les différents stands nous avons noté avec satisfaction que notre pays est en profonde mutation dans son combat de sauvegarde des acquis de notre patrimoine culturel.

Au stand du MDR de Conakry, c'est une mosaïque artisanale composée de la production des centres de promotion féminine et de celle des coopératives artisanales (COMARCO, Confection), artisanat des coques de fruits etc...

Dans le stand du MDR de Faranah, nous avons trouvé des objets ethnographiques et musographiques soutenus par des dessins d'enfants de moins de dix ans. Là, l'intuition pure dépeignait la vie des militants de la région.

Riche de ses expériences en matière d'exposition, le MDR de Labé nous a émerveillés avec son stand artisanal fort varié où le travail du cuir et de la vannerie tenait une place spéciale.

Le stand du MDR de Kindia s'est énorgueilli de



Visite présidentielle du Stand (exposition) de SOGUIFAB.

ses recherches dans le domaine de la teinture. Il y avait là un objet historique de valeur : la Tabala de l'Almamy Bocar Biro.

Le stand du MDR de N'Zérékoré était maigre et pauvre avec ses tableaux à papillons tandis que celui de Boké était absent à la fête.

Venait enfin le stand des arts plastiques professionnels où le génie créateur appliqué à l'idéologie du Parti-Etat occupait une place prépondérante. Il y avait des bas-reliefs en ivoire, des photographies



d'art, des images du monde rural, des tableaux historiques dépeignant la bataille de Woyo Wayankö, etc, etc...

La visite du Chef de l'Etat à cette magnifique exposition, s'est terminée par le musée national riche de valeurs très connues telles que le Nimba, le Gnamou, masques Baga et forestiers et des tableaux retraçant les fouilles archéologiques du Niani au XIV^e siècle.

Roger Goto Zomou
et Djigui Camara



INTERVIEW

La paix c'est la justice

Déclare le camarade Sékou Kaba ambassadeur de Guinée en URSS à A.P.N.

Dans une interview accordée à l'Agence de Presse Novosti sur les résultats de la Conférence mondiale pour la cessation de la course aux armements, pour le désarmement et la détente qui s'est tenue à Helsinki, le camarade Sékou Kaba, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Guinée en Union Soviétique, a déclaré que l'opinion publique mondiale était valablement représentée à Helsinki et qu'on sentait dans le discours de tous les participants, des délégués de tous les pays, le désir de la paix. « C'est pourquoi a-t-il poursuivi, nous avons foi en l'avenir de l'humanité ».

S'appuyant sur la pensée politique du Responsable Suprême de la Révolution,

le stratège Président Ahmed Sékou Touré, le diplomate guinéen a précisé : « La paix; c'est la justice, la paix, c'est quand il n'y a plus d'exploitation de l'homme par l'homme, d'exploitation d'un pays par un autre. Comme telle, la paix exige donc que soit menée constamment la lutte contre tout ce qui est anachronique. Les Peuples sont capables d'imposer cette paix. C'est pourquoi, partout dans le monde, des millions d'hommes manifestent contre la guerre. Ils exigent le désarmement qui va dégager des frais énormes gaspillés pour la fabrication des armes les plus sophistiquées qui ne feront que du mal à l'humanité ».

Tout en rendant hommage à l'initiative soviétique il a mis l'accent sur le désarmement et ses conséquences heureuses pour les Peuples.

Commentant les sentiments des Soviétiques en faveur de la paix, il a stigmatisé le rôle de la presse bourgeoise dans la course aux armements et dans la volonté délibérée de prêcher la prétendue menace soviétique à la liberté.

Le camarade Sékou Kaba a fait remarquer que l'URSS n'a pas besoin d'opprimer d'autres Peuples pour jouir du fruit de leur travail et que c'est plutôt le capitalisme qui se base sur un tel système qui porte en lui les causes de la guerre.

Il a cité en exemple les machinations de l'impérialisme dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Abordant la question de la lutte pour le nouvel ordre économique mondial et celle de la coopération des pays en voie de développement avec les pays socialistes, l'orateur a exprimé la ferme conviction qu'il y aura un pas sérieux dans la réforme des structures économiques du monde : « Il y a quelques années, le colonialisme était fort et l'impérialisme pouvait dicter sa volonté aux pays du Tiers-monde. Mais aujourd'hui, les Peuples de ces pays prennent de plus en plus conscience de leurs droits, de leur force et s'unissent dans leurs actions. » Il devait ensuite souligner le rôle grandissant des pays socialistes et du Mouvement des pays non-alignés ainsi que leur contestation de l'ancien ordre économique, contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.

« Cette réforme des structures des rapports entre les Etats, a-t-il conclu, est un facteur important de la lutte pour la paix et la stabilité du progrès social ».

28 — Horoya N° 2251 R.G.

LAGOS

Tout est prêt pour le Festival

Les principaux sites où doivent se dérouler la plupart des événements du prochain Festival Mondial des Arts et de la Culture Africains qui se tiendra au Nigéria en début de l'année prochaine sont prêts.

Le Président du Festival, le Commandant O.P. Fingesi, qui est aussi commissaire aux Fonctions Spéciales au Nigéria l'a révélé récemment aux diplomates à Lagos.

Ces sites comprennent le Théâtre national de Lagos, le pavillon du Burbar à Kaduna et d'autres lieux situés dans la périphérie de Lagos.

Le Commandant Fingesi qui recevait les ambassadeurs et les Hauts-Commissaires de tous les pays participant au Festival a ajouté qu'on procède actuellement aux finitions des autres bâtiments devant abriter la rencontre.

Il a confirmé que le Festival se tiendra comme prévu du 15 janvier au 12 Février de l'année prochaine.

En ce qui concerne l'hébergement, le Commandant Fingesi a déclaré qu'à Lagos et à Kaduna des hôtels sont prêts, il en est de même de l'hôtel Dubar à Kaduna ainsi que d'autres, tous des-

tinés à accueillir les participants et autres visiteurs.

Des commissions spéciales ont déjà été mises sur pied pour organiser les activités du Festival et s'occuper de l'approvisionnement, du transport, de l'accueil des visiteurs et des participants. Il a ajouté que le Secrétariat du Festival a déjà mis en place les mécanismes adéquats pour assurer la coordination avec les autorités nigérianes compétentes et faciliter l'importation des objets d'art à exposer en provenance des pays participants.

M. A. M'BIA NOUVEAU SECRETAIRE GENERAL DU FESTIVAL

Profitant de cette occasion, le Commandant Fingesi a expliqué les circonstances ayant motivé cette nomination. Je me suis vu, a-t-il précisé, obligé de remplacer l'ancien secrétaire général : le Sénégalais A. Diop, à la suite de la décision du gouvernement du Sénégal de ne pas participer au Festival. « Ma décision, il n'y a pas de doute, a-t-il dit, épargnera au Docteur Diop l'embarras d'avoir à servir le Comité International du Festival avec un loyalisme divisé, situation qui ne peut avoir que des effets défavorables à l'organisation du Festival ».

Communiqué du Bureau de presse de la Présidence de la République

Le Bureau de Presse de la Présidence de la République informe les militants et militantes des 34 Fédérations du Parti-Etat de la parution d'une nouvelle édition des Revues RDA N° 88-90 et 92.

La publication de ces Revues répond à un besoin largement exprimé, au vœu unanime de tous les militants de la Révolution Démocratique Africaine.

Par cette nouvelle édition, le Bureau de Presse entend poursuivre son effort de rendre toujours plus accessibles, les matériaux nécessaires à une connaissance complète et sérieuse de toute l'action du PDG.

A l'époque du Parti-Etat, de la « guerre de classe », de la guerre populaire contre le sous-développement technique et technologique, au moment où la lutte idéologique revêt une importance toujours plus marquée, la diffusion, l'étude, la compréhension et l'analyse de ces ouvrages s'imposent pour nous permettre de mieux comprendre le chemin parcouru par le PDG, la nature des problèmes auxquels il est confronté, les modalités des solutions qu'il préconise, l'enrichissement qu'il apporte à la pensée politique contemporaine. Encore que l'étude et l'analyse de l'action politique du PDG sont-elles d'autant plus instructives que le PDG a accumulé une riche moisson d'expériences dans le domaine des luttes politique, idéologique, économique, socio-culturelle, en persévérant

dans son orientation révolutionnaire.

Aussi ces ouvrages livrent-ils à la fois les traits permanents, essentiels et spécifiques, les principes philosophiques et idéologiques du PDG et ses aspects nouveaux actuels.

La Revue RDA N° 88 intitulée : « Révolution, Culture et Panafricanisme » en est maintenant à sa 3^e édition. C'est un manuel de formation politique et idéologique pour militants. La RDA N° 88 est déjà publiée en deux langues : français et arabe.

Elle traite en bonne place de notre prise de position sur le Festival de Lagos, prise de position qui a amené le Comité préparatoire de ce Festival à changer le sigle de « Négritude » qui lui était attribué par certains confusionnistes. La RDA N° 88, pose et traite en clair des problèmes brûlants de la Révolution en Afrique et de la Culture africaine nettement opposée à une certaine philosophie de soumission et d'aliénation. La RDA : Révolution-Culture et Panafricanisme est un manuel à lire et à faire lire par tout homme conscient des préoccupations majeures actuelles de l'Afrique.

La Revue RDA N° 90, « la Pensée politique du Président Ahmed Sékou Touré », est une nouvelle édition, corrigée et augmentée de textes de nouveaux auteurs. Cet ouvrage qui est également à sa 3^e édition est l'œuvre de grands hommes de culture : (IMRE MARTON, professeur hongrois, Aimé Césaire, Jacques Rabemananjara, Jean Price-Mars) et un manuel pratique de la connaissance de l'expérience guinéenne, des luttes du PDG, animées et orientées par la pensée du Président Ahmed Sékou Touré.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : ce livre n'est pas du tout un dictionnaire exhaustif : le titre ne signifie nullement qu'on veut tout dire de la pensée du Président Ahmed Sékou Touré. On est même loin de prétendre tout en savoir, bien que ce qu'on en sait ne puisse tenir en un petit livre.

Dans la Revue RDA N° 90, les différents auteurs ont vu et bien noté la constance dans les prises de positions du Président Ahmed Sékou Touré, la fidélité de l'Homme à ses objectifs, aux objectifs de bonheur et de progrès démocratique pour son Peuple et pour les Peuples africains, son amour tyrannique pour le Peuple, pour la justice et la liberté de l'Homme.

La Pensée politique du Président Ahmed Sékou Touré, ce n'est pas comme de coutume une biographie, mais l'histoire de tout un Peuple engagé dans le vrai combat de libération économique et social.

La RDA N° 90, c'est la lutte permanente du Peuple guinéen contre la féodalité, contre le colonialisme, contre le néo-colonialisme et contre l'impérialisme. C'est en un mot l'histoire du Peuple guinéen.

La RDA N° 90 intitulée : « La Pensée politique du Président Ahmed Sékou Touré » est un manuel de formation idéologique et politique des militants du PDG. Quant à la RDA N° 92, c'est l'histoire du PDG dans la phase de la radicalisation de la Révolution car avec la proclamation de la Charte du 16 Février 1975, l'année 1975 est devenue un réel point nodal de l'histoire du mouvement révolutionnaire guinéen. Elle est témoin de l'amplification de la lutte de classes qui est devenue une véritable guerre de classes ».

Si cette nouvelle édition n'est pas un « tout », elle est néanmoins indispensable pour tous ceux qui veulent connaître l'expérience historique du PDG, les principes philosophiques sous-tendant son action politique, les motivations politiques, économiques et socio-culturelles de la lutte contre « cheytane 75 ».

La RDA N° 92, c'est la charte de la Révolution du 16 Février 1975 qui met fin, définitivement fin au commerce privé en Guinée et qui remet le Pouvoir et tous les Pouvoirs entre les mains du Peuple grâce à une nouvelle dynamique conférée aux quartiers et aux villages ou Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (PRL). Cet

ouvrage qui est également à sa 2^e édition traite de tous les problèmes préoccupant notre Peuple. Les militants et militantes du PDG se doivent d'en faire un bréviaire pour élever toujours davantage leur conscience et peuvent se procurer des R.D.A. N° 88-90 et 92 dans toutes les Permanences des P.R.L. de leur Fédération.

Semaine du film Français

Du 27 novembre au 4 décembre 1976 une « Semaine du Film français » a été organisée à Conakry sur l'initiative du Ministre de l'Information et de l'Idéologie de la République de Guinée et de l'Ambassadeur de France en Guinée.

Notons qu'au cours de cette semaine une exposition sur le thème « 80 ans de cinéma français » a eu lieu au Cinéma « 8 Novembre ».

A la séance d'ouverture on remarquait la présence des membres du Corps diplomatique et consulaire ainsi que de hauts cadres de notre Parti-Etat. S.E. Andrée Levin et le Camarade Damantang Camara, membre du Comité Central et Président de l'Assemblée Législative, ont exalté l'amitié et la coopération entre nos deux pays.

Ainsi, dans toutes les salles de spectacle, les militants et militantes de la capitale ont pu voir « Le Corniaud », « La Vieille Fille », « Grand Océan », « Les Choses de la vie », « La Mort d'un Guide », « Dernier Domicile Connu » et la « Révolution de 1789 ».

Koundara

L'offensive dans la défensive

De notre envoyé spécial T. Maâdjou Bi



Les militants en uniforme récoltent leur champ de riz à Missira

Le 22 novembre 1976, le vaillant Peuple de Guinée a célébré le 6^e anniversaire de la victoire du Peuple sur l'agression impériale portugaise.

A cette date historique tous les militants et militantes de notre Parti ont ressenti une profonde joie et une légitime fierté qui se sont traduites par les grandes manifestations populaires organisées sur l'ensemble du territoire national. C'est aussi l'occasion solennelle de rendre un vibrant hommage au Comité Central

et singulièrement à l'Homme du 28 septembre, au guide incontesté de la Révolution Démocratique Africaine, le stratège Président Ahmed Sékou Touré.

L'événement est d'importance capitale, en ce sens que nous ne fêtons pas seulement une victoire militaire sur l'impérialisme international mais aussi une victoire politique et économique. La justesse de notre ligne de masse conférant à notre Peuple un sens aigu de responsabilité dans la défense de la Patrie et dans l'accroissement des acquis de la Ré-

volution constitue un puissant facteur de progrès.

Ainsi, à Koundara, les problèmes de la sécurité aux frontières sont intimement liés à la lutte permanente pour la satisfaction des besoins fondamentaux des populations.

C'est dire que sur le front de la production agro-pastorale, la Fédération ne ménage aucun effort pour appliquer fidèlement les décisions et recommandations du Parti-Etat de Guinée. Tout se ramène en somme à des mesures de défensive révolutionnaire généralisée des forces vives de la zone contre l'ennemi de classe et les fléaux de la nature.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner de près les réalisations de la Fédération au cours de l'année 1976 tout comme les dispositions prises par les autorités en vue d'assurer la vigilance à tous les niveaux.

SUR LE FRONT DE LA PRODUCTION

Selon le rapport d'activités présenté à la 37^e session du Conseil National de la Révolution par le Bureau fédéral, les réalisations dans le cadre des brigades de production agricole dépassent de loin les normes prescrites. Sur 3 780 ha prévus, les BMP et BAP ont pu atteindre 4 224,5 ha, soit un taux de 118%. Sur ce plan Koundara bat le record à l'échelle nationale.

Qu'est-ce à dire, sinon que les efforts consentis sont

louables et qu'ils servent de référence positive à tous les techniciens de la Révolution verte. Le CNR n'avait pas manqué d'adresser ses vives et sincères félicitations à la Fédération.

Tout récemment nous avons parcouru la Région afin de visiter les domaines aménagés. Plusieurs PRL, tels Marou et Missira ont mis en valeur plus de 160 ha. Sur ce, l'Armée populaire, à travers son « Bataillon Spécial de Production », compte à son actif 900 ha dans les plaines de Wanoumou, Missira et Yabadou. Rappelons que les cultures de l'année dernière s'étendaient sur 180 ha.

La conférence régionale économique organisée le 8 novembre 1976 à Sarébôïdo nous a permis de savoir également quelles sont les dispositions prises, surtout en cette période où le riz commence à mûrir. C'est le cas des variétés hâtives, notamment le « *Dembéré médié* », le « *nankin 6 et 11* ». Les champs sont répartis présentement entre les différents secteurs des PRL et les bureaux des arrondissements fermés jusqu'à nouvel ordre. Tout le monde est en mouvement. D'ores et déjà l'état d'épaison laisse présager des moissons abondantes, malgré l'inconstance du régime pluviométrique qui occasionna la poussée des mauvaises herbes.

La réussite de la campagne agricole dépend également de l'intervention de la suc-

curiale d'Agrima dans l'entretien des engins et la fourniture de pièces détachées. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en général les clients trouvent satisfaction dans les services rendus par Agrima.

POUR UNE MEILLERE COMMERCIALISATION DES PRODUITS

Si au cours de la campagne écoulée Koundara n'a pu commercialiser en tout et pour tout que 1 200 tonnes, il convient de souligner qu'à nos jours tous les militants ont pris conscience de cet échec qui se définit surtout par rapport aux capacités de la Fédération. C'est pourquoi les décisions et recommandations de la conférence de Sarébôïdo tiennent lieu d'une charte économique pour l'application de laquelle tous les cadres politiques et administratifs ont signé un engagement écrit. Chacun des 31 124 imposables de la Région est invité à vendre un minimum de 25 kg de céréales et 40 kg d'arachides de sa récolte familiale au magasin de son PRL. Les résultats escomptés gravitent autour de 2 000 tonnes de denrées. Ceci, ajouté aux livraisons des brigades et à la vente libre des produits d'exportation, tels le miel, la cire, les peaux etc..., sera d'un apport considérable pour tripler, voire quadrupler le volume global de la commercialisation de 1975 - 1976. Les responsables des Pouvoirs Révolutionnaires Locaux, les membres des Comités direc-

teurs et du Bureau fédéral ainsi que les élus des organismes parallèles oeuvrent inlassablement à cette fin. L'objectif est de taille. Le succès se veut total. Il y va de l'honneur et du prestige de la Fédération.

VIGILANCE A TOUS LES NIVEAUX

Un petit déplacement à travers la contrée suffit pour se faire une idée du degré d'organisation du Peuple en arme.

La milice populaire, plus dynamique que jamais, renforce la vigilance à tous les niveaux.

La brigade de choc de la milice fédérale qui croisa victorieusement le fer en novembre 1970 avec les troupes mercenaires infiltrées à Dolo Oury, Youpodou et ailleurs s'aguérit au fil du temps. A côté de l'armée régulière elle joue le rôle incontestable de grand défenseur de la mère-patrie, incarnant au plus haut point l'héroïsme de Loni Halotène qui, de 1900 à 1904, mit les colons en déroute à Youkounkoun.

Leur force de frappe doublée d'une intense formation idéologique sera toujours un défi à l'impérialisme et à ses valets africains terrés dans leur forteresse de Dialadian - village sénégalais situé à 800 m de la frontière guinéenne - sous peine d'être anéantis par notre artillerie de Missira.

Nous réaffirmons que les complots et les agresseurs d'où qu'ils viennent ne pas-

seront pas et que le tombeau de l'impérialisme est largement ouvert en Guinée.

LA SAGESSE DES VIEUX GARANTIT PAIX ET SECURITE

Dans le PRL de Sambaïlo, nous avons fait connaissance avec le patriarche Thierno Oumarou Oudaba. Malgré son âge avancé - 94 ans - il jouit d'une bonne santé, marche droit, sans canne, et lit sans lunettes. Il nous a reçus dans une atmosphère militante empreinte de simplicité et de générosité dignes de l'hospitalité africaine. Au premier abord, il nous a demandé avec intérêt comment se porte le Responsable Suprême de la Révolution. Nous étions heureux de lui répondre que le camarade Ahmed Sékou Touré, Fidèle et Suprême Serviteur du Peuple, se porte à merveille et qu'il mène la Révolution vers de nombreux objectifs de bonheur et de prospérité.

Thierno Oudaba fut un ami et un disciple de Thierno Aliou Boubadian dont il vante souvent les qualités. Son savoir coranique, sa lucidité dans l'analyse des problèmes de la vie, sa loyauté liée à l'expérience pratique font de lui l'un des plus sages de la Région. Sa foi en notre régime démocratique et populaire est inébranlable. Raison pour laquelle la paix et la sécurité le long de la frontière guinéo-sénégalaise l'intéressent à plus d'un titre. Oudaba, son hameau, campe à 4 km

seulement du parc de Niokolokoba où sont dressés comme des fauves, des hordes mercenaires ayant la prétention de fouler dans un proche avenir le sol sacré de la République de Guinée.

UN « TAUREAU REVOLUTIONNAIRE »

A Koundara, les animaux domestiques ont conquis la réputation d'agents vigilants. Ainsi, bien avant la charte économique du 16 Février 1975 ils ont commencé la lutte contre le navétanat. A en juger par les récits des habitants, les scientifiques éprouvent la peine de dissocier la réalité du mythe.

L'exemple qui suit, très authentique, relate une historiette plus qu'amusante.

C'était en 1973. Un trafiquant voulant se soustraire aux lois économiques de la Révolution, prend la route du Sénégal pour y vendre un boeuf. Arrivé juste à la frontière, l'animal se déchaîna, chargea son convoyeur et l'éventra. Puis, il rebroussa chemin. Le blessé gisa longtemps par terre avant de reprendre connaissance. Pendant qu'il se traînait piteusement vers le poste médical de Boundou Fourdou les soldats guinéens le cueillirent pour un interrogatoire. Après quoi ils lui administrèrent les premiers soins. Mais la blessure était si grave que le malheureux bonhomme ne tarda pas à rendre l'âme.

Le taureau décrit par le mourant est retrouvé et ra-

mené au Camp M'Baliala de Koundara. Mais au lieu d'un animal féroce, c'est un taureau donc, un vrai compagnon que les militants en uniforme ont eu. Depuis un certain temps il assiste à la montée et à la descente des couleurs dès que le clairon tonne. Aussi n'hésite-t-il pas à se diriger vers la cuisine chaque fois que la cloche sonne pour la « casse-croûte ».

Ainsi, pour toutes ces raisons, ses amis l'ont baptisé « Taureau révolutionnaire ».

Ce récit amusant mais significatif est un rappel à l'ordre de tous les navétanes, trafiquants de bétail et autres éléments jurés de la réaction.

Quelle conclusion générale pourrions-nous tirer de notre tournée à Koundara ?

Qu'il s'agisse du renforcement de la vigilance dans le domaine de la sécurité ou dans celui de la production et de la commercialisation, la Fédération se dépense corps et âme pour défendre la Révolution. Elle sent l'ultime besoin d'être au dessus du peloton. Devenir Fédération pilote du PDG, voilà la force morale et idéologique que sous-tend toutes les énergies créatrices des populations urbaines et rurales. La répartition judicieuse des tâches et le parrainage des PRL par tous les cadres de la Région contribueront dans une large mesure au succès de leur vaste entreprise.

Thierno Maadjou Bah

Déclarations des cadres peulhs

(Suite)

Dans cette édition, nous reprenons la publication des déclarations des cadres peulhs, à la suite de l'appel du Parti pour aider à lutter contre le racisme.

D'une actualité toujours présente, les déclarations prennent une valeur historique surtout quand on sait que le Fouta a été la Région guinéenne la plus traumatisée, par la colonisation et son alliée naturelle, la chefferie. C'est le PDG seul qui a pu mettre fin à cet état de chose en donnant liberté et dignité aux populations guinéennes en général et celles du Fouta en particuliers.

Voici donc ces déclarations.

Ouvrer à l'application des décisions de la Révolution

**MAMADOU MOUCTAR
BAH,**
Directeur financier du
M.D.R. de Kindia

Camarade Responsable Suprême de la Révolution,
Après avoir écouté avec une attention soutenue les Conférences d'information tenues au Palais du Peuple à Conakry les 2, 9 et 22 août 1976,

Après avoir suivi avec une profonde indignation les dépositions des tristes agents de la 5ème colonne impérialiste.

Mon indignation est d'autant plus grande que nul n'ignore la lutte combien exaltante que vous avez menée depuis 1947 pour libérer notre Peuple de la domination et de l'exploitation étrangères.

Considérant que notre Parti depuis sa création a eu pour ligne directrice l'unité nationale en dépit de toute considération d'ethnie de race, de religion, de sexe.

Considérant le rôle d'avant-garde qui est assigné à la J.R.D.A. dans ce noble combat d'émancipation de l'Afrique

en général et de notre pays en particulier.

Considérant la place de confiance que j'occupe dans le développement économique de notre pays, à l'assainissement des Finances publiques nationales.

Considérant que la confiance totale est toujours assortie d'un contrôle régulier permanent, afin que les erreurs soient immédiatement décelées pour que les hommes soient instruits de la manière de mieux faire et qu'en conséquence la société accroisse ses qualités et perfectionne la gestion de son patrimoine, propriété collective.

Considérant les sollicitudes matérielles que vous n'avez cessé d'apporter aux régions du Fouta jadis victimes de la féroce exploitation féodalo-colonialiste.

Condamne avec vigueur cet acte de trahison des hauts cadres peulhs qui ont préféré la voie de la honte et de la soumission à la voie de la dignité et de l'honneur que vous n'avez cessé de défendre.

Fais miennes toutes les décisions de notre Parti-Etat visant à la suppression définitive de toute manifestation raciale à quelque niveau que ce soit.

M'engage à œuvrer inlassablement à l'application correcte des décisions et recommandations de notre Parti-Etat pour qu'à jamais soit enterré le racisme peulh.

Je renouvelle mon adhésion inconditionnelle aux nobles idéaux de liberté vraie, de progrès démocratique et de justice sociale de notre Parti-Etat, réaffirme mon indéfectible attachement à son prestigieux guide, Commandant en chef des Forces Armées populaires et révolutionnaires, l'éminent stratège Ahmed Sekou Touré.

Longue vie, très longue vie et santé de fer au camarade de Président Ahmed Sékou Touré.

Au poteau les traîtres

A bas le racisme

Vive la Révolution

Prêt pour la Révolution

MAMADOU MOUCTAR BAH

Lutter contre le racisme pour le triomphe des idéaux de la Révolution

IBRAHIMA DIALLO

Secrétaire général
du Comité régional
de la J.R.D.A. de Pita

Camarade Responsable Suprême de la Révolution;

Je suis avec une attention soutenue le démentèlement de la séquence 76 du complot permanent ourdi contre notre Peuple par l'impérialisme international. J'ai entendu aussi les traîtres faire leurs aveux et parler d'une « situation particulière du Fouta » qui les préoccupait.

Camarade Responsable Suprême de la Révolution,

Vous nous enseignez qu'il y en a « qui ont des yeux pour ne rien voir et des oreilles pour ne rien entendre. Tely Diallo, Alioune Dramé et consorts sont de ceux-là. Pour ma part, s'il y a lieu de singulariser le Fouta, c'est bien pour mettre un accent particulier sur la sollicitude dont vous entourez cette partie du territoire national en dépit de toutes les carences qui la marquent. Bien de mes aînés ont su illustrer cela. J'ajouterai un exemple le seul cas de Timbi-Madina, mon village natal qui, à la proclamation de l'indépendance ne comptait que trois maisons en dur. A ce jour bien que plus de 80 % de ses jeunes font la honte du pays à l'extérieur par la pratique du navetanat, Timbi-Madina dispose de plus de 500 maisons pour ses fils, jouit de l'électricité en toute heure, abrite un Centre d'Expérimentation de Culture de Tabac, une Faculté d'Agronomie, et j'en passe. En pensant à tous ces avantages que seul le P.D.G. a pu créer pour nous, je ne puis me contenir devant le cynisme de ces intellectuels peulhs qui pour atteindre leurs objectifs sataniques parlent de Fouta lésé. Heureusement que les vrais militants du Fouta, les « misquines », ceux-là pour lesquels vous avez consenti tous ces sacrifices sont là pour reconnaître vos efforts et apporter un cinglant démenti aux traîtres, aux racistes peulhs. Heureusement que par vos enseignements lumineux vous avez prévu la genèse du danger qui la guette par le biais de l'intellectualisme.

Lorsque je me souviens que bien de traîtres ont déjà fait usage de cette arme, je ne voudrai pas vous faire une profession de foi. Dans tous les cas, en ce qui me concerne; aujourd'hui plus qu'hier, j'ai conscience de l'importance de la dette que j'ai contracté vis-à-vis de mon Peuple. En cette période cruciale de notre Révolution, par mes actes, dans les rangs des honnêtes Peulhs qui vous resterez éternelle-

ment reconnaissants, je m'emploierai corps et âme, à lutter contre le racisme, le tribalisme, le navetanat pour le triomphe des nobles idéaux que vous incarnez.

Au poteau les traîtres

Au tombeau le racisme peulh

Longue vie et santé de fer au stratège Président

Ahmed Sékou Touré

Prêt pour la Révolution

Pita, le 9 septembre 1976

Ibrahima Diallo, Instituteur

Secrétaire général du Comité
Régional de la J.R.D.A.

Demeurer fidèle à la Révolution, au Peuple, et à leur Guide

MOCTAR BAH

garage central
du Gouvernement

Camarade Président de la République;

— Après avoir suivi avec une attention toute particulière les meetings successifs d'information présidés par le Comité Central du Parti-Etat traitant les activités de la 5ème colonne en Guinée.

— Après avoir écouté les dépositions des tristes agents de la 5ème colonne ennemis de notre peuple.

— Considérant la position prise par le Parti-Etat contre le racisme, le tribalisme, le régionalisme et toutes méthodes irrationnelles depuis notre indépendance en 1958.

— Considérant la lutte en faveur de la justice, la démocratie et l'unité nationale, menée par le P.D.G. sur notre pays à l'indépendance.

— Considérant l'esprit égoïste et hypocrite dont ont fait montre les agents de la 5ème colonne impérialiste eu égard aux responsabilités qu'ils occupaient au sein du Parti et de l'Etat.

— Considérant le soutien inconditionnel accordé à la J.R.D.A. (Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine) par le P.D.G. avec tous les honneurs et toutes les faveurs dont elle bénéficie au sein du Parti-Etat de Guinée.

— Considérant l'attention particulière que vous avez toujours accordée à toutes les valeurs spirituelles de notre Peuple tout en prenant comme exemple de démonstration contre le racisme le héros Thierno Aliou Bah; père de famille de Boubadian (Labé) dont je suis l'un des descendants.

a) — Je prête le serment solennel de demeurer fidèle à la Révolution, à mon Peuple, à mon Parti-Etat et à vous, camarade Président, père de la Nation guinéenne.

b) — Je prête le serment inconditionnel d'utiliser toute mon énergie juvénile en vue de participer dynamiquement au développement harmonieux et équilibré de mon pays pour le bien être de mon Peuple auquel je dois tout.

— A bas le racisme, le régionalisme et toutes les formes irrationnelles.

— A bas la 5ème colonne impérialiste (intérieure et extérieure).

— Vive l'unité nationale constituée d'une seule et unique race (la race africaine de Guinée)

— Vive la Jeunesse Révolutionnaire de Guinée;

— Longue vie et santé de fer à vous, camarade Président, Responsable Suprême de la Révolution;

« Trêve de dissertation, des actes, rien que des actes que nous réclamons le Peuple ».

Prêt pour la Révolution.

Conakry, le 28 août 1976

Mouctar Bah

Grâce à la Révolution le Fouta a connu liberté et dignité



ALPHA OUMAR BARRY
Directeur Adjoint
de Pharmaguinée

Au camarade Secrétaire Général du P.D.G.
Responsable Suprême de la Révolution
Camarade Président,

Au cours du grand meeting d'information tenu au Palais du Peuple par le Comité Central sous votre haute présidence le 22 août 1976, vous avez à juste titre, lancé un appel aux cadres peulhs pour leur demander de se définir face à la lutte engagée contre le racisme peulh et partant face à la Révolution.

Camarade Président, je ne saurais rester indifférent à cet appel pour la bonne raison que je me considère militant à part entière du Parti Démocratique de Guinée auquel j'ai adhéré depuis sa création en 1947.

J'ai choisi ce Parti de bonne heure parce que j'appartenais alors à un service itinérant (la Trypano) qui me

permettait au cours de mes tournées à travers le Fouta d'être en contact permanent avec la population. J'étais donc très bien placé pour connaître les conditions particulières dans lesquelles vivaient les paysans foulas.

L'oppression était spéciale dans cette partie de la Guinée. Ainsi par la révolte de ma conscience contre l'oppression, l'humiliation et l'exploitation que la féodalité alliée au colonialisme faisait subir d'une façon particulière aux paysans peulhs, j'ai été amené à choisir définitivement le P.D.G.-R.D.A. dont le programme de travail était la lutte âpre contre le colonialisme et ses sous-produits.

De cette lutte que vous avez dirigée avec maîtrise, courage et désintéressement est née l'indépendance de la Guinée qui a totalement libéré le Fouta en lui apportant liberté et démocratie.

Camarade Président, aujourd'hui comme hier je suis dans les rangs de ce Parti auquel je n'ai cessé d'appartenir. Aussi, je puis affirmer que mon engagement est total et inconditionnel. Je n'ai autre ambition que de servir ma patrie, mon Peuple et la Révolution au sein du P.D.G.

C'est pourquoi, camarade Président, répondant à l'appel que vous avez lancé aux cadres peulhs, je m'engage pour ma part à participer activement à la lutte contre le racisme en général et contre le racisme peulh en particulier pour guérir le Fouta de ce fléau et des autres tares que vous avez dénoncées et qui se retrouvent à grande échelle chez certains de nos frères et sœurs originaires du Fouta.

Vous vous souviendrez camarade Responsable Suprême de la Révolution que par deux fois vous avez eu à trouver avec votre sagesse politique habituelle des solutions heureuses aux manifestations racistes qui risquaient de porter atteinte à notre sous-section de Mamou vers les années 1958 et 1959; vous avez eu l'occasion de constater fort heureusement que pour moi, une seule famille existe, c'est la famille idéologique.

Avant de terminer cette lettre, vous me permettrez camarade Président de vous souligner mon indignation profonde par suite des agissements indignes des traîtres à leur patrie qui ont honteusement donné la main à l'impérialisme international pour tenter d'abattre sous le couvert du racisme le régime révolutionnaire de Guinée que le Peuple invincible du 28 septembre 1958 s'est librement choisi.

Prêt pour la Révolution

Alpha Oumar Barry dit BAO

Un hippopotame à Kassa

Tout a commencé dimanche 28 novembre au soir. Ce jour là, des militants du village de Koromandja dans les Iles de Loos revenant de leurs champs aperçurent en pleine mer la tête d'un animal bizarre. Après maintes conjectures, ils découvrirent au grand étonnement de tout le monde, qu'il s'agissait d'un hippopotame de trois tonnes.

Les militants, devant cette découverte inattendue dans l'île et surtout dans l'eau salée devaient fuir d'abord l'animal, pour alerter les autorités politiques et administratives. Ces dernières mirent alors tout en branle pour savoir de quel animal il était vraiment question avant de passer à l'attaque proprement dite.

C'est ainsi que les militants en uniforme de Boutigui se mirent en devoir d'abattre l'hippopotame. Mais l'animal n'ayant d'une carapace de près de 10 cm

d'épaisseur ne craignait pas les balles qui ne faisaient que ricocher sur son corps. Depuis ce premier jour, l'animal n'a plus fait son apparition, changeant tout simplement de place en allant cette fois-ci dans les sables rouges de Kassa où il fera une autre apparition. Mais là aussi, malgré la vigilance organisée pour sa surveillance, notre hippopotame devait s'échapper par un concours de circonstance à sa faveur.

Ce n'est que le mardi 30 novembre, dans la matinée, en face du C.E.R. 2e et 3e Cycles de Kassa qu'il réapparaîtra. Là, les cris des élèves l'effrayèrent et il disparut pour longer la côte jusqu'au niveau du port de Mangué alors que l'étau, par des miliciens, se resserrait sans relâche autour de lui. Le passage d'un navire pour Tamara l'empêcha de continuer sa route ainsi son dernier refuge fut

le village de Soro où il devait trouver la mort. Pour en venir à bout de cet étranger des Iles, les militants durent former une haie le long de la côte. Et c'est l'adjudant Sékou Kourouma, commandant de bataillon de la milice de Kassa et un marin soviétique qui réussirent à l'abattre avec trois balles dans la tête. Le monstre de 3 tonnes environ disparut complètement pour ne flotter que trois heures plus tard.

Les miliciens et militants vigilants de Kassa ont utilisé des filets de pêche pour le monter. Ce n'était pas facile de dégager entièrement cette bête, il a fallu un nombre considérable de personnes.

Pour les militants de Kassa c'était une bonne chasse surtout que habituellement on ne rencontre les hippopotames que dans l'eau douce ; mais à la question de savoir si c'était la première fois qu'on rencontrait un hippopotame dans l'île, on nous répondit qu'en 1948, un hippopotame avait fait son apparition entre Kassa et Room, mais qu'il n'avait pas été tué parce qu'à l'époque il n'y avait qu'un seul fusil à Kassa, et puis encore, il fallait avoir l'autorisation du colon blanc.

Nous dirons que la fête de commencé le mercredi à Kassa où chaque militant sest procuré de la viande grâce à la bravoure des miliciens.

Thierno Amadou Barry

12^e EDITION COUPE N'KRUMAH

1^{ère} Finale
Hafia - Mouloudia

Un match désagréable



Petit Bangaly absent de la photo vient d'inscrire le 2^e but du Hafia.

Joueurs guinéens : Bernard Sylla, Moussa Camara (Jacob Bangoura), Morciré Sylla, Chérif Souleymane, Djibril Diarra, Naby Laye dit Papa Camara, Youssouf Camara Jansky, Petit Sory, Aliou Keita N'Joléah, Bangaly Sylla, Ismaël Sylla (Ousmane Bangoura).

Joueurs algériens : Kaoua (Aït Mouhoub), Zenir, Mahiouz, Azzouz, Zemmour, Bencheich, Betrouni, Bachta, Bachi, Bousri et Bellemou.

Arbitrage : un peu hésitant des Gambiens

Buts : Jansky, Bangaly Sylla, Aliou Keita N'Joléah

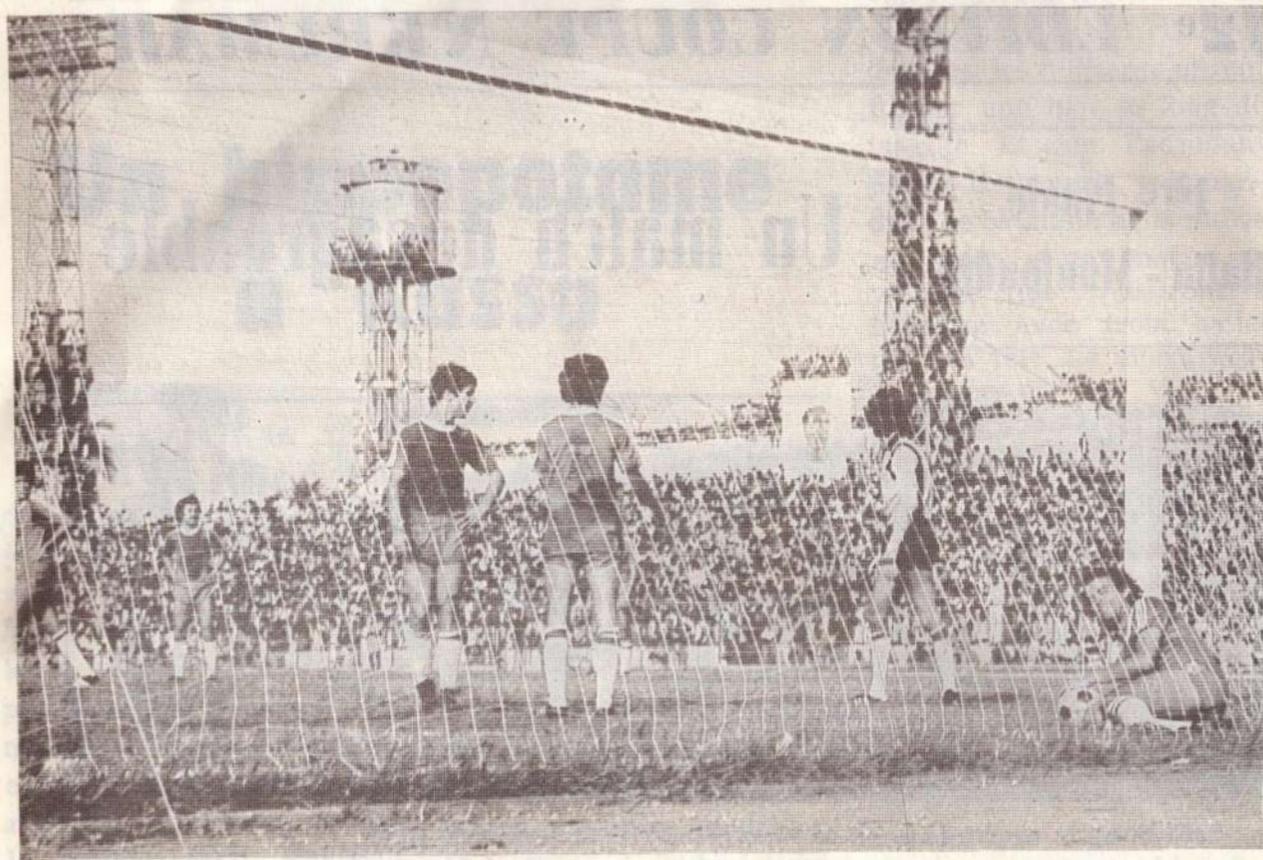
Spectateurs : estimés à 60 000

La montagne accouche fait le déplacement sont d'une souris. Ce match tant attendu n'a pas, par la faute des joueurs algériens, comblé nos espérances. Les 60 000 spectateurs qui ont

chaleur fraternelle.

On nous avait présenté le Mouloudia comme une équipe dont le système était basé sur l'offensive et nous écrivions que le match de Conakry serait le sommet du football africain. Hélas, le jeu « offensif » algérien a démenti nos prévisions. Nous avons alors assisté à un match décousu, émaillé d'incidents regrettables de la part des Mouloudiens sur les joueurs guinéens et le corps arbitral.

Il y a certes le match retour et on commence déjà à épiloguer sur son bon déroulement. Nous espérons sincèrement que la deuxième phase d'Alger sera véritable-



Zenir couché dans les filets avec le ballon du 1er but du Hafia marqué par Jansky



Les guinéens devant la défense Mouloudéenne. De dos le n° 8 N'Joléa

ment la confrontation de deux équipes pratiquant le football offensif à la perfection. En effet, compte tenu de leur retard de trois buts d'une part et d'autre part, de la présence auguste des Officiels algériens sur le terrain et de tous les attentifs responsables de la CAF, et aussi devant son public, le Club algérien ne dispose que de l'unique solution : celle de jouer au ballon. Et c'est là que le Hafia de Conakry aura son petit mot à dire.

Ce dimanche 5 décembre, le stade du 28-Septembre a

vécu au rythme du match aller de la finale de la 12e Coupe du Dr. Kwamé N'Krumah.

A 16h 25, joueurs et arbitres pénètrent dans le stade salués par un tonnerre d'applaudissements. Exécution des hymnes et présentation des deux équipes aux officiels guinéens en présence du Commissaire du match M. Cheik Kouyaté du Mali.

16h 34. Coup d'envoi par l'équipe visiteuse. Le Hafia Football Club joue adossé à la permanence fédérale de Conakry II. Dès cette première minute, les Guinéens entendent contrôler le jeu. Ismaël Eusobio récupère pour le Hafia, lance Papa Camara qui se débarrasse du premier arrière venu pour placer Moussa Camara, le latéral droit guinéen, dans une position idéale de shoot. Ce premier tir guinéen qui se situe à la 2e minute de jeu ne donnera rien, le portier Kaouah étant à la parade.

3ème minute : le gardien algérien relance le jeu. La récupération de Chérif Souleymane est retransmise à Papa la charnière guinéenne. Ce dernier joue pour Jansky qui sollicite Petit Sory. Après avoir dribblé le latéral algérien le capitaine guinéen tente le débordement, il est irrégulièrement stoppé à l'approche des 18 mètres. Le coup de réparation, tiré par le même Petit Sory ne donne rien.

4è minute : Mahiouz le



Petit Sory vient de mettre sur la transversale tout le monde croyait au but. Mais hélas !



Moussa Camara prend ici le dessus sur un attaquant algérien

que. Betrouni hérite de la balle pour son ailier gauche qui part en dribbles. Son action échoue sur Morciré

Sylla.

5e minute : Descente guinéenne. A la suite d'une belle combinaison guinéenne, N'Joléah glisse la balle dans la foulée de Ismaël Eusobio qui envoie un bolide sur la transversale.

6e minute : Sur un dégagement algérien, les Guinéens repartent à l'attaque par la gauche. L'arrière droit algérien, pris de vitesse par Bangaly Sylla tente désespérément d'enrayer l'action guinéenne qui finit en coup de coin. C'est le premier corner de la partie.

7e minute : Le corner guinéen ne donne rien et là-dessus les algériens amorcent une contre attaque qui est contrée par Djibril Diarra. Petit Sory, sollicité à la suite d'un mouvement enveloppant du Hafia, envoie un boulet que le portier algérien a juste le temps de détourner en corner. L'exécution de ce deuxième corner ne donnera encore rien.

5-11 Décembre 1976

Le Mouloudia joue la défense et permet à l'équipe guinéenne de s'installer en souveraine dans son camp.

9e minute : Mouvement collectif des Guinéens. Balle de Papa Camara à Djibril Diarra qui oriente Ismaël Eusobio dont le tir est contrôlé par une défense algérienne regroupée qui lance la contre-attaque.

11e minute : Du centre, Petit Sory se rabat vers la

13e minute : Echapée algérienne sur la droite. Bachta le n° 10, se débarrasse aisément de Djibril Diarra et de 25 mètres, décroche un tir tendu que Bernard bloquera en deux temps. C'est au cours du jeu, la seule action algérienne vraiment dangereuse.

La pression guinéenne s'accroît. Le but rôde, menaçant. Les Algériens s'énervent et jouent de plus

reparient à l'attaque par Souleymane Chérif. Après un travail préparatoire, Papa Camara trouve le pied de Bangaly Sylla dont la rafale reprise par Jansky ne laisse aucune chance au portier algérien. C'est le premier but de la partie.

23e minute : Libérés par ce but, les Guinéens prennent du poil de la bête. Ils deviennent encore plus menaçants, véritable furie que rien n'arrête. Youssouf Ca-



Belle descente de N'Joléah. Le gardien Algérien est battu mais la balle prend le chemin de la sortie.

gauche, sollicite Bangaly Sylla qui se débarrasse de son garde corps, réussit la percée pour N'Joléah dont le tir foudroyant est détourné en corner. Le coup de coin est donc tiré par Bangaly Sylla sur la tête de Morciré Sylla. Mais le portier algérien était à la parade.

en plus les joueurs guinéens au lieu du ballon. Le premier avertissement vient à temps à la suite d'une action déloyale de Bencheick sur Youssouf Camara Jansky.

20ème minute : sur le dégagement de la défense algérienne, les Guinéens

mara Jansky balaie le chemin pour N'Joléah dont le tir ajusté met le portier en déroute. Alors qu'on criait déjà au but, le n° 3 algérien, l'arrière Azzouz extrait presque miraculeusement le ballon des filets de Kaouah. C'était le frisson dans le camp des visiteurs.

27e minute : Nouvelle action dangereuse des Guinéens, enrayée à l'entrée de la zone de vérité par la défense algérienne qui relance par balles longues ses attaquants.

31e minute : Récupération de balle de Zemmour (n° 2) qui lance Bencheick. Ce dernier se débarrasse de deux Guinéens avant de solliciter le n° 8 Bachi qui s'est déporté à la droite. Il tente le débordement et ne réussissant pas, joue Souleymane Chérif qui s'étale. Le coup de réparation est guinéen.

A partir de là, le jeu deviendra un véritable match de catch.

40e minute : Bangaly Sylla, l'ailier gauche guinéen, reçoit de N'Joléah le cuir. Il se débarrasse de tous les arrières et d'un tir de 20 mètres, inscrit le deuxième but.

42e minute : Belle action combinée des Guinéens dont la note finale échoue sur Petit Sory qui d'un boulet rouge écrase le montant droit des bois algériens.

44e minute : Arrêt du match après violence sur la personne de l'arbitre central. Les Algériens changent de gardien. C'est donc sur la marque de deux buts à zéro qu'interviendra la fin de cette première mi-temps.

47e minute : Deux minutes de jeu depuis la reprise. Les

Guinéens à l'approche du point de corner bénéficient d'une touche lancée sur N'Joléah qui place de la tête, mais personne à la réception.

56e et 57e minutes : Belle circulation de balle chez les Guinéens qui deviennent de plus en plus menaçants. Deux occasions de buts passent sous le nez du Hafïa Club. Les Algériens sortent le « grand jeu ». Les avertissements pleuvent au rythme des fautes de plus en plus nombreuses.

58e minute : Corner guinéen qui ne donne rien. La balle dégagée par les arrières est reprise de 40 mètres par Bangaly Sylla - mais rien.

60e minute : Sur dégagement de la défense algérienne le Hafïa repart à l'attaque par Jansky qui met dans le vent deux arrières. Il projette sur Petit Sory dont le tir foudroyant lèche la transversale algérienne.

65e minute : Deux avertissements à deux Algériens qui ont transformé la pelouse du 28-Septembre en ring. A partir de là, les incidents se multiplient. L'arbitre que nous avons jugé faible décide de la sortie de Bencheick. Un second Algérien, Bellemou vient par derrière donner un coup de pied à l'arbitre avant de le saisir au collet. Le Gambien,

décide de son expulsion. Sur leur refus, l'arbitre après le temps réglementaire siffle la fin de la rencontre. Mais le commissaire de la rencontre ne l'entend pas ainsi et invite les deux joueurs Algériens à quitter l'aire de jeu, malgré les génuflexions de l'entraîneur Zouba.

Désormais, les Algériens jouant à neuf vont complètement massacrer ce match. Les Guinéens arrivent quand même à inscrire deux autres buts dont un seulement sera validé. Score final : 3 à 0.

Ainsi donc, le match aller Hafïa - Mouloudia n'aura été joué réellement que pendant 65 minutes.

Au coup de sifflet final il restera huit minutes à jouer sur le temps perdu à cause des agressions de l'équipe algérienne et des palabres qui s'en suivaient.

La violence comme on le voit, s'installe de plus en plus dans nos stades en Afrique, malgré les appels maintes fois réitérés que les vrais amoureux du football ne cessent de lancer. Encore une fois nous nous joignons à ces voix pour que le football africain soit un facteur d'union, d'unité et de concorde.

Jean SOUMAORO

HAFIA - MOULLOUDIA



Le M.C.A. : une réputation ternie



Les deux capitaines petit Sory et Bachta : Une poignée de main fraternelle pour un match inamical.

Où est passé le Fair-Play ?

C'est à peine pensable! Hafia-Mouloudia du 5 décembre est une honte pour le football africain et une atteinte à la glorieuse mémoire de celui qui inventa la Coupe continentale. Où est donc passé le

fair-play que tout joueur doit s'imposer comme règle la plus élémentaire de la déontologie sportive? Rencontre jonchée d'incidents regrettables, de brutalités absurdes, de passions incontrôlées, le derby Hafia-Mouloudia en première finale de la XII^e édition de la Coupe des Clubs champions, c'est tout cela à la fois. Jamais le 28-Septembre n'avait abrité un match cousu de tant d'actes répréhensibles. Le public, venu là, à la recherche du bon et du beau football est resté sur sa soif.

Jamais, sur le stade du 28 septembre on avait vu après le coup de sifflet final de l'arbitre, les spectateurs guinéens aussi déprimés que le dimanche 5 décembre. Longtemps après la fin, ils étaient encore là, debout, frustrés dans leur espoir, las de déception, sans enthousiasme, non pressés de quitter les gradins.

On a peine à croire que les joueurs du Mouloudia aient été prévenus que le public guinéen les attendait en frères, en amis.

Dans les éditoriaux de la Presse du Parti, de la Radio comme dans les réunions des masses populaires l'accent avait été mis sur le caractère fraternel, amical et militant de cette rencontre de deux jeunes gens d'un même camp, celui de la Révolution Démocratique Africaine.

D'entrée, on est bien obligé de situer les responsabilités, car au-delà de tout résultat technique, il faut sauver l'esprit du football africain. Le Dr. N'Krumah, en créant la Coupe continentale croyait mettre dans les mains de la jeunesse africaine un instrument pour forger l'unité du continent à travers ce qu'il a encore de plus pur et de plus prometteur : cette même jeunesse. Le 5 décembre à Conakry comme le 24 octobre à Bouaké, l'œuvre immortelle que représente l'esprit de la Coupe des Clubs champions a été salie.

Et d'abord le Mouloudia. Il faut dire sans détour qu'avec ce match du dimanche, les frères mouloudéens ont terni sérieusement leur réputation devant un public à la sportivité légendaire qui n'avait d'yeux que pour les belles actions. Les populations de Conakry et d'ailleurs avaient fait le déplacement imposant et massif pour voir et applaudir des frères algériens dont le fair-play et la maîtrise de jeu avait fait l'objet d'éloges encourageants dans la presse sportive. Ce public a été le premier déçu par le comportement inexplicable d'une équipe algérienne aux possibilités certes considéra-

bles. A cet égard et à bien d'autres encore, les Mouloudéens ont fait une grave entorse à la morale du football africain. La virginité, la pureté de ce football a été une fois de plus souillée.

C'est que les Mouloudéens ont su mal concilier la propension à l'offensive pour marquer des buts et une attitude de défensive, pour encaisser le moins possible. Ils sont venus sans doute dans l'espoir de gagner mais ont succombé normalement à la pression d'un Hafia en très bonne condition, mais aussi à cette inclination à la défensive toujours et forcément ankylosante et génératrice d'énervement. Enervement parce que le Hafia, très intelligent et alerte, pendant toute la partie a dominé incontestablement. S'il faut juger du résultat en faveur du Hafia, nous dirons qu'il n'est nullement le reflet des possibilités de ce dernier. Et nous verrons par la suite pourquoi les sociétaires de Bangaly Sylla n'ont pas scorer davantage.

De l'arbitrage, il faut (hélas) ! dire encore un mot. M. James Joiner supposé seul maître du terrain n'a pas été tranchant. Et cela dès les premières minutes de la rencontre. Arbitre quelque peu bon enfant, il s'est très souvent contenté d'entériner les coups bas. Quand il a voulu se ressaisir vraiment, c'était

trop tard déjà. Car les Mouloudiens avaient fini de s'installer dans cette tendance négative qui a consisté à tirer largement profit du manque de hardiesse du sifflet de Mr. James Joiner. Malheureusement pour eux, ils n'en sortiront jamais.

L'attitude à la fois timorée et hésitante du referee gambien est sans doute à la base de beaucoup d'incidents pendant ce match. Si son coup de sifflet dès le commencement avait été strident et catégorique, plusieurs velleités à la brutalité sans nom allaient s'estomper.

Ce n'est qu'à la deuxième mi-temps qu'il fera usage de tous les moyens mis à sa disposition.

Deux expulsions justifiées (Bellemou et Bencheik), trois cartons jaunes dont deux à Bousri et un à Bétrouni, c'est la triste moisson du MCA en plus des trois buts encaissés et que les frères algériens, tenteront de remonter à Alger le 17 ou le 18 décembre prochain.

Mais à Alger quoi qu'il advienne, le Mouloudia est condamné à pratiquer un jeu d'ouverture, du reste impossible à réaliser avec l'esprit qui a été le sien à Conakry. Un esprit de brutalité qui ne paie nullement. Il en a fait les frais à ses dépens. Attaquer, iou-

jours attaquer, ce sera la consigne que Zouba, qui a scandaleusement envahi le terrain à Conakry, donnera à ses élèves. Là, objectivement se situe pour Hafia, toute la chance de conserver son avance à Alger même, sur terrain du Mouloudia.

Ce dimanche à Conakry, Hafia aurait pu marquer davantage. Mais, l'allure de la rencontre a souvent été cahotique malgré la domination constante qu'il a exercé sur un Mouloudia victime de sa propre indiscipline. Les multiples arrêts de jeu, les accrochages incessants, les interventions répétées de Zouba, qui de la touche sermonait et ses joueurs et l'arbitre, tout cela a contribué à afadir la rencontre. Les énergies du Hafia furent très peu libérées même si à trois reprises Petit Sory a eu le but au bout du pied. Il y avait aussi, cette balle incroyable que N'Joléa a catapulté sur la barre transversale.

Avec la discipline dont il a fait preuve à Conakry et l'assurance de sa technique offensive à toute épreuve, Hafia à Alger, doit pouvoir battre le Mouloudia. Mais, cela ne suffit pas. A notre avis, Hafia doit aussi éviter une certaine précipitation aveugle due à l'emballement de certains éléments et qui est la cause de tant de buts manqués. Equipe collective de l'avis de tous les spécia-

listes, Hafia doit donc s'employer à parfaire sa cohésion, son homogénéité.

Aucune dichotomie entre l'attaque et la défense ne doit exister tant il est vrai que la faiblesse de l'une pèse nécessairement sur l'autre. On ne peut pas dire qu'à Conakry, Hafia a fait un mauvais match mais il a manqué beaucoup d'occasions devant une équipe algérienne diminuée de ses meilleurs éléments (Bencheik et Bellemou) et qui a joué la défensive aveugle surtout après la pause.

A Alger Mouloudia évoluera devant son public. Mais il n'aura pas le temps d'énerver l'arbitre et de matraquer les Guinéens comme ce fut le cas à Conakry. L'enjeu est trop important. Seule un football réfléchi peut faire la victoire. Et en la matière, les Guinéens aussi s'auront réfléchir.

Et nous espérons sincèrement que nos frères du Mouloudia qui n'ont pas eu la chance ni le bonheur de s'imprégner de l'atmosphère d'hospitalité des populations de Conakry, auront constaté, d'eux-mêmes après rencontre et malgré leur amère défaite, combien le Peuple d'Ahmed Sékou Touré les a dans son cœur et dans son idéologie.

Ibrahima Cissé

Bénin

LA REVOLUTION EN MARCHE

Le 30 novembre dernier, le Peuple béninois, et avec lui, toute l'Afrique progressiste, ont célébré dans l'allégresse, l'avènement de la Révolution au Bénin.

30 novembre 1972, 30 novembre 1974, 30 novembre 1975, trois dates mémorables qui s'inscrivent en lettres d'or dans les annales de l'histoire de la République Populaire du Bénin. Il y a 4 ans, jour pour jour, la République Populaire du Bénin, sous la conduite du camarade Kérékou, rompant avec le carcan des vieilles structures coloniales et néo-coloniales définissait une ligne politique générale sous forme d'un discours-programme, véritable charte nationale.

Ce discours-programme devait permettre au Bénin qui, après 80 ans de colonisation et 11 ans d'indépendance nationale, de trouver les voies et moyens pour s'affranchir de la domination étrangère et recouvrer sa dignité. La voie choisie, celle de la reconstruction et de la réhabilitation nationale n'est pas sans embûches. C'est pourquoi, il devenait impérieux de choisir une option et une ligne politique bien définies.

Le 30 novembre 1974, sur la place de Goho à Abomey fut proclamé le socialisme scientifique. L'année suivante, le 30 novembre 1975 le Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB) fut créé. La tâche pour le nouveau Parti est de taille, car il s'agit d'édifier une société entièrement débarrassée de toute exploitation de l'homme par l'homme, de mobiliser et de former idéologiquement le Peuple pour qu'il puisse jouer pleinement son rôle historique.

Ainsi, la lutte des classes engagée depuis la proclamation de la Révolution est nécessaire car l'impérialisme et ses suppôts les réactionnaires camouflés dans les rangs des militants ne désistent pas. Il va sans dire dans ce contexte que le mot d'ordre lancé par le Parti, celui de la vigilance, est d'une impérieuse nécessité pour que la bataille engagée par le Peuple laborieux béninois soit gagnée sur tous les fronts.

D'ores et déjà, le mot d'ordre lancé cette année «Produire pour se suffire» a trouvé son écho dans la campagne de production nationale qui connaît déjà un succès éclatant. De nou-

velles réformes ont vu le jour entre autres, la restructuration de l'armée, la décentralisation de l'administration, la réforme de l'enseignement etc...

Le 26 octobre fut la date du redressement historique; mais la date de la proclamation du discours-programme devient désormais la fête de l'indépendance nationale. Cette date inscrite à jamais dans le palmarès de la vie politique de la République populaire du Bénin, loin d'être un événement ordinaire et fortuit représente un acte d'une signification historique déterminante.

A l'occasion du 30 novembre 1976, une importante délégation du Parti-Etat conduite par le Premier ministre le Docteur Lansana Béavogui a pris part aux manifestations. Au nom du Responsable Suprême de la Révolution, le camarade Dr. Lansana Béavogui n'a pas manqué de réaffirmer au Peuple béninois, à son Parti révolutionnaire et à son leader le grand camarade Mathieu Kérékou, l'expression de la solidarité militante et agissante du Parti-Etat et du Peuple guinéen.

Bachabi Adiza

Monde en bref

COREE DU SUD : LE SCANDALE DES POTS-DE-VIN

L'opinion publique sud-coréenne et étrangère continuent à condamner énergiquement le scandale d'offre de pots-de-vin à la clique fantoche sud-coréenne par ses maîtres impérialistes. En effet, selon les révélations de l'agence Kyodo, de hautes personnalités du gouvernement fantoche Pak Jeun Hi sont impliquées dans ces formes de scandale et de trahison du Peuple coréen.

POUR LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE CHILIENNE

« La lutte pour l'abolition du fascisme et le rétablissement de la démocratie est une tâche majeure appelée à rassembler et à mobiliser le Peuple tout entier, dit la déclaration du Parti Communiste chilien. La même déclaration poursuit : « Nous considérons que les actions de la classe ouvrière, le développement d'un large mouvement de masse et de la compréhension entre l'Unité Populaire et le Parti-Chrétien-Démocrate sont essentiels pour trouver une issue de la situation actuelle.

50 — Horoya N° 2251 R.G.

Cette déclaration s'est formulée trois propositions qui exigent : **action commune, plate-forme commune et constitution d'un gouvernement anti-fasciste.**

VISITE DE L. BREJNEV EN ROUMANIE

A propos de la visite du Secrétaire général du Parti Communiste de l'Union Soviétique, la « Pravda » Organe d'information du Comité Central écrit : « Cette visite est devenue une éclatante manifestation de l'amitié fraternelle des Peuples soviétique et roumain. La déclaration finale qui en découle est un document important, répondant aux intérêts des peuples soviétique et roumain. Cette visite suscitera et contribuera à renforcer la compréhension sur tous les aspects de la coopération soviéto-roumaine a écrit pour sa part « Izvestia ».

PANAMA : FORUM INTERNATIONAL SUR LES PRODUITS TROPICAUX

Un forum international sur la politique de protection des produits agricoles tropi-

caux s'est tenu du 24 au 26 Novembre 1976 à Panama avec le thème : problèmes de la production et de la vente des bananes. Ce forum organisé par l'Union des pays exportateurs de bananes a été marqué par un échange de vues sur les problèmes du prix des bananes sur le marché international, mesures prises ou à prendre par les Etats membres de l'UPEB au sujet de la politique de commercialisation des bananes.

SESSION DE L'ASSOCIATION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST POUR LE DEVELOPPEMENT DU RIZ

Du 22 au 25 novembre 1976 s'est tenue à Accra, la 6e session du Conseil de gestion de l'Association de l'Afrique de l'Ouest pour le développement du riz.

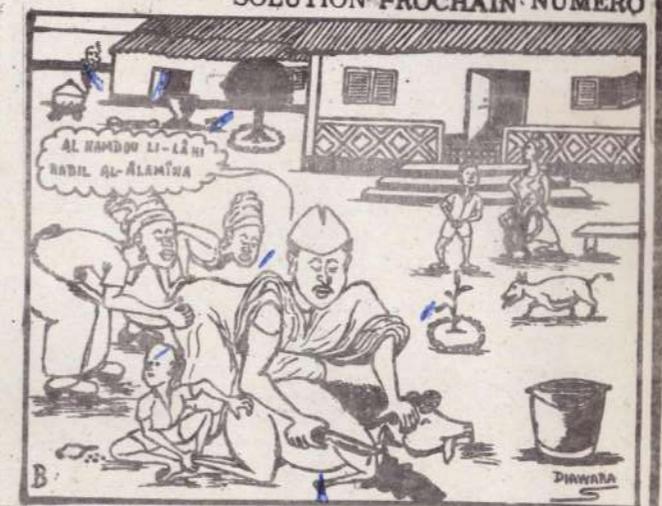
A cette occasion le Commissaire ghanéen pour l'Agriculture a dit que le salut de l'Afrique qui possède de fertiles terres et de bons climats, réside dans l'augmentation de la production agricole si elle veut réellement effacer les tares de domination économique coloniale après l'indépendance politique.

LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 101

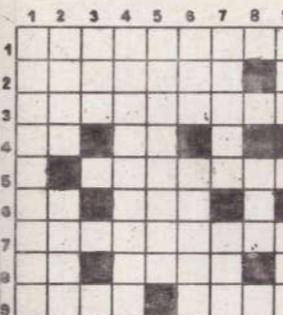


SOLUTION PROCHAIN NUMERO



MOTS CROISES

PROBLEME N° 103
PROPOSE PAR Mme.
KANKOU CAMARA
TRIBUNAL
CONAKRY-II



HORIZONTALEMENT

1. — Nom scientifique du globule blanc.
2. — Aiguillée sur une meule.
3. — Provisions que l'on donne pour faire un voyage.
4. — Symbole — Dans ivre.
5. — Académie inachevée
6. — Pronom — Voyelles.
7. — Courber.
8. — Conjonction — Case pèle mèle

9. — Moitié de érosion — Mammifères solipèdes.

VERTICALEMENT

1. — Native des pays du levant.
2. — Exprimé — Etablir un lien
3. — OUA en désordre.
4. — Petites peaux très minces.
5. — Champs d'oliviers.
6. — Lettres de coque — Ville du Pakistan.
7. — Chêne vert — Dynastie chinoise.
8. — Pronom.
9. — Forme d'être désordonnée — Souris.

Solution du problème N° 207



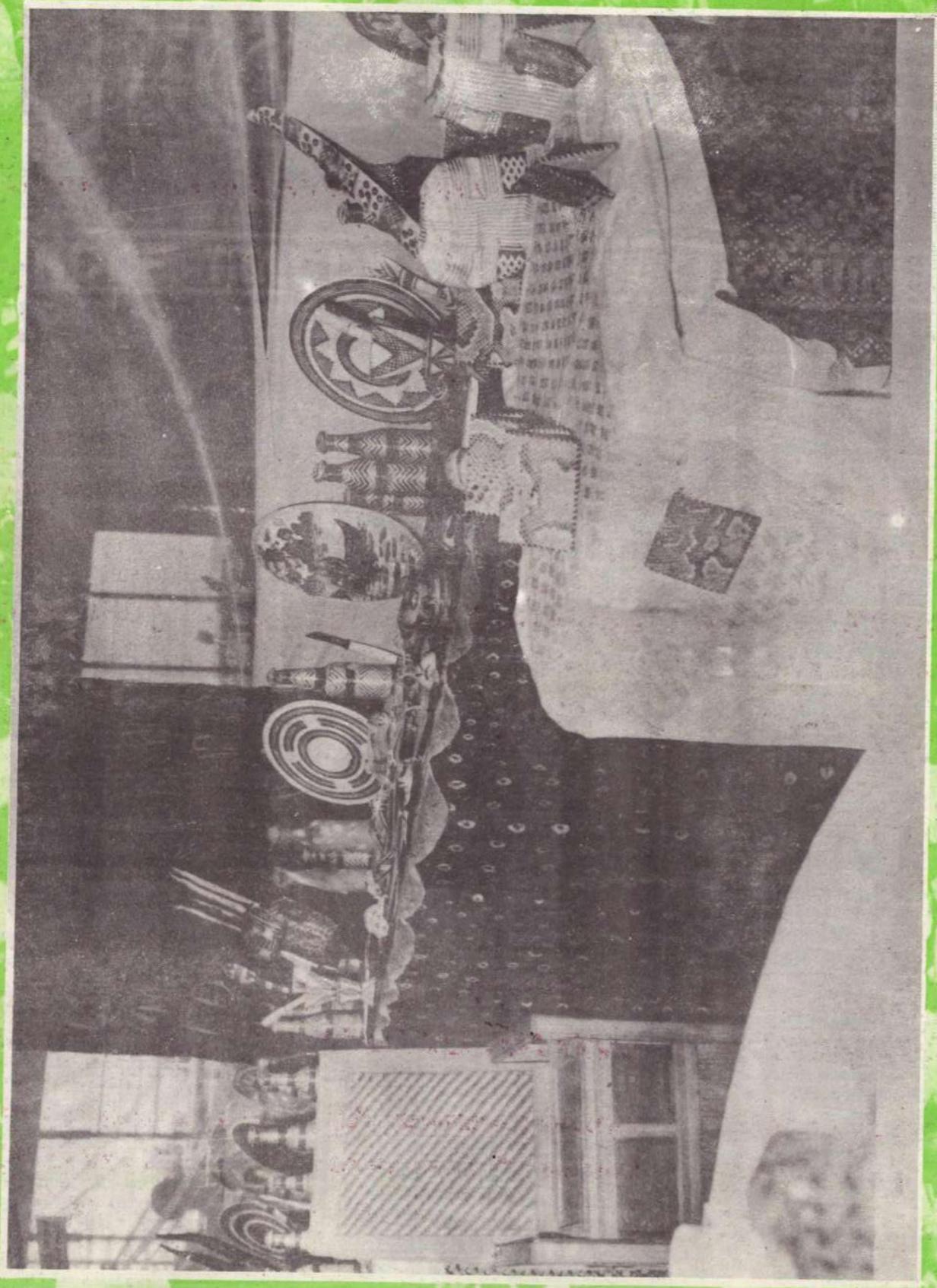
NOTA : Une coquille a occasionné une tâche sur le bras gauche du combattant.

Une telle marque accidentelle ne fait pas partie des 7 erreurs.

SOLUTION

DU DESSIN N° 100
HOROYA N° 2250

1. — Le bébé porte, en plus un gilet.
2. — La poche du combattant est ouverte.
3. — 22 Novembre s'est transformé en « la Nuit du 22... ».
4. — Une étoile manque à côté du chapeau de l'impérialiste.
5. — Le Képi du combattant est plus petit.
6. — L'impérialiste ne porte plus qu'une queue.
7. — Le guidon du fusil est du côté droit.



HOROYA

P
D
G

N° 2252 — Du 12 au 18 décembre 1976 — Prix : 25 sylvies

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE



Le ministre Holié Louis et le Dr. Saouma
à son arrivée à Conakry